# WALISZIELINA SINT

PARIS ET LES DEPARTEMENTS : Un an, 72 fr.

ABONNEMENT: JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2, u coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Siz mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr. ETRANGER : Le port en sus, pour les pays sains de note de la februarie de FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

#### Sommaire.

ACTES OFFICIELS. — Nominations judiciaires. JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes).

Bulletin: Saisie immobilière; adjudication définitive; Bulletin: Saisie initiodifiere; adjudication définitive; action en résolution; surenchère. — Stellionat; contrainte par corps; durée; omission de la fixer. — Comtrainte par contra l'incardi pagnie d'assurance contre l'incendie; indemnité du si-nistre; mode de paiement. — Vente immobilière; déclaranon; prix inférieur à la valeur vénale; expertise; double droit d'enregis rement. — Cour de cassation (ch. ev.). Bulletin: Assurance con tre l'incendie; admissiciv.). Bulletin: Assurance con tre l'incendie; admissibilité de la preuve testimoniale. — Timbre; lettres de voiure; compagnie de chemin de fer; bulletin d'expédition. — Tribunal civil de la Seine (1<sup>re</sup> ch.): Les Noces de Figaro; droits d'auteurs; M. Jules Barbier contre la Commission des auteurs dramatiques.

JUSTICE CRIMINELLE. — Tribunal correctionnel de Paris [6: ch.): Soustraction et destruction de titre, vents

OSTICE CRIMINELLE. — I riounai correctionnel de Paris (6° ch.): Soustraction et destruction de titre; vente d'une pharmacie; coups et diffamation; le sieur Chapuis contre les sieurs Marjolin, Pinel, Costille et Parison.

CHRONIQUE.

#### ACTES OFFICIELS.

#### NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par décret impérial, en date du 27 mars, sont nom-

Président de chambre à la Cour impériale de Rouen, M. Président de chambre à la Cour impériale de Roien, M. Dumolin, président de chambre à la Cour impériale de Riom, en remplacement de M. Legris de La Chaise, décédé.

Premier avocat-général près la Cour impériale de Toulouse,

Premier avocat-général près la Cour impériale de Toulouse, M. Grandperret, premier avocat-genéral près la Cour impériale de Bourges, en remplacement de M. Charrins, qui a été nommé premier avocat-général à Lyon.

Premier avocat-général près la Cour impériale de Bourges, M. Bardon, avocat-général près la Cour impériale de Toulouse, en remplacement de M. Grandperret, qui est nommé premier avocat-général à Toulouse. mier avocat-général à Toulouse.

mier avocat-general a Toulouse.

Avocat-général près la Cour impériale de Toulouse, M. de Vaulx, avocat-général près la Cour impériale de Limoges, en remplacement de M. Bardon, qui est nommé premier avocat-

général.

Avocat-général près la Cour impériale de Limoges, M. Lafon-Boutary, substitut du procureur-général près la Cour impériale de Toulouse, en remplacement de M. de Vaulx, qui
est nommé avocat-général à Toulouse.

Substitut du procureur-général près la Cour impériale de
Toulouse, M. Vente, substitut du procureur-général près la
Cour impériale d'Amiens, en remplacement de M. Lafon-Boutary, qui est nommé avocat-général.

tary, qui est nommé avocat-général.

Substitut du procureur-général près la Cour impériale d'Amiens, M. Berenger, procureur impérial près le Tribunal de première instance de Neufchâtel, en remplacement de M. Vente, qui est nommé substitut du procureur-général à Toulouse.

Premier avocat-général près la Cour impériale de Douai, M.

Morcrette, avocat-général près la Cour impériale de Rennes, en remplacement de M. Dupont, qui a été nommé procureur-

général.

Avocat-général près la Cour impériale de Rennes, M. Gast, subsil ut du procureur-général près la Cour impériale de Colmar, en remplacement de M. Morcrette, qui est nommé pre-

Substitut du procureur-général près la Cour impériale de Colmar, M. d'Hector de Rochesontaine, procureur impérial près le Tribunal de première instance de Nevers, en remplace-

ment de M. Gast, qui est nommé avocat-général. Procureur impérial près le Tribunal de première instance de Nevers (Nièvre), M. de Berranger, procureur impérial près le siège de Barbézieux, en remplacement de M. d'Hector de Rochefontaine, qui est nommé substitut du procureur-gé-

Conseiller à la Cour impériale de Rennes, M. Thieullen,

substitut du procureur général près la Cour impériale de Colmar, en remplacement de M. Camper, décédé.

Substitut du procureur-général près la Cour impériale de Colmar, M. Godelle, substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Châteauroux, en remplacement de M. Thieullen, qui est nommé conseiller.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de pre-mière instance de Châteauroux (Indre), M. Del heil, substitut du procureur impérial près le siège de Saint Pons, en remplacement de M. Godelle, qui est nommé substitut du procu-

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de pre-nière instance de Saint-Pons (Hérault), M. Jean-Louis Odde de Latour du Villard, avocat, en remplacement de M. Deltheil, qui est nommé substitut du procureur impérial à Château-

Conseiller à la Cour impériale de Rennes, M. Grolleau Villegneury, procureur impérial près le Tribunal de première instance de Quimper, en remplacement de M. Eude, a lmis à faire relei de Quimper, en remplacement de M. Eude, a lmis à faire relei de Quimper, en remplacement de M. Eude, a lmis à faire valoir ses droits à la retraite (décret du 1er mars 1852, et loi du 9 juin 1853, art. 18, § 3), et nommé conseiller hono-

Procureur impérial près le Tribunal de première instance de Quimper (Finistère), M. Derome, procureur impérial près le siége de Napoléonville, en remplacement de M. Grolieau Villegnague

Villegneury, qui est nommé conseiller. Procureur impérial près le Tribunal de première instance de Napoléonville (Moroihan), M. Yzopt, procureur impérial près le siège de Fougères, en remplacement de M. Derome, qui est nommé procureur impérial à Quimper.

Procureur impérial près le Tribunal de première instance de Fougères (Ille-et-Vilaine), M. Bernède, substitut du procureur impérial près le siège de Quimper, en remplacement de M. Yzopt, qui est nommé procureur impérial à Napoléouville. Substitut du procureur impérial près le Tribunal de pre-mière instance de Quimper (Finistère), M. Flornoy, substitut du procureur impérial près le siège de Napoléonville, en remplacement de M. Bernède, qui est nommé procureur im-

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de pre-mière instance de Napoléonville (Morbihan), M. Stanislas-René-Louis-Marie Jollivet, avocat, en remplacement de M. Florpoy, qui est nommé substitut du procureur impérial à

Vice-président du Tribunal de première instance de Lyon (Rhône), M. Vachon, juge chargé des ordres au même siège, en remplacement de M. Jordan, admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite (loi du 9 juin 1853, art. 11, § 3), et nommé vice-président honoraire.

Juge au Tribunal de première instance de Lyon (Rhône), M. Giraud, substitut du procureur impérial près le siège de Grenoble, en remplacement de M. Vachon, qui est nommé rice-président.

Procureur impérial près le Tribunal de première instance

de Ploërmel (Morbihan), M. Le Bastard de Mesmeur, substitut du procureur impérial près le siége de Saint-Brieuc, en rem-placement de M. Lehodey, démissionnaire. Substitut du procureur impérial près le Tribunal de pre-mière instance de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), M. Lambert,

substitut du procureur impérial près le siége de Guingamp, en remplacement de M. Le Bastard de Mesmeur, qui est nommé procureur impérial.

Mé procureur impérial.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Guingamp (Côtes-du Nord), M. Evariste-Marie-Michel Oger du Rocher, avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Lambert, qui est nommé substitut du

procureur impérial à Saint Brieuc.

Juge au Tribunal de première instance de Nantes (Loire-Inférieure), M. Crucy, substitut du procureur impérial près le même siège, en remplacement de M. Bonnet, admis sur sa

même siège, en remplacement de M. Bonnet, admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite (ioi du 9 juin 1853, art. 5, § 5), et nommé juge honoraire.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Nantes (Loire-Inférieure), M. Le Roux, procureur impérial près le siège de Quimperlé, en remplacement de M. Crucy, qui est nommé juge.

Procureur impérial près le Tribunal de première instance de Quimperlé (Finistère), M. Anger de Kernisan, substitut du procureur impérial près le siège de Vannes, en remplacement de M. Le Roux, qui est nommé substitut du procureur impérial près le siège de Vannes, en remplacement de M. Le Roux, qui est nommé substitut du procureur impérial à Nantes.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de pre-mière instance de Vannes (Morbihan), M. Lefizelier, substitut du procureur impérial près le siège de Savenay, en rempla-cement de M. Auger de Kernisan, qui est nommé procureur

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de pre-mière instance de Savenay (Loire-Inférieure), M. Alfred-Léon-Romain Marie Bonamy, avocat, en remplacement de M. Lefi-zelier, qui est nommé substitut du procureur impérial à Van-Juge au Tribunal de première instance de C'ermont (Oise),

M. Levasseur, juge suppléant au même siège, en remplacement de M. Bertin, admis à faire valoir ses drons à la retraite (décret du 1er mars 1852 et loi du 9 juin 1853, art. 18, § 4), et

nommé juge honoraire.

Juge au Tribunal de première instance de Senlis (Oise), M. Billet, juge suppléant au siège de Saint-Quentin, en remplacement de M. Boucherez, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite (loi du 9 juin 1853, article 5, § 1<sup>rr</sup>), et

nommé juge honoraire.

Juge suppléant au Tribunal de première instance de Coutances (Manche), M. Louis-Marie Hervey de Gourmont, avetances (Manche), M. Louis-Marie Hervey de forme d'ingecat, en remplacement de M. Leloup, qui a été nommé juge.

Juge suppléant au Tribunal de première ins ance d'Eper-

nay (Marne), M. Desrosiers, juge suppléant au siège de Châ-lons-sur-Marne, en remplacement de M. Bernault, qui a été

nommé juge.

Juge suppléant au Tribunal de première instance de Murat
(Canial), M. Maurice Teillard Nozerolles, avocat à Murat, bàtonnier de l'Ordre, en remplacement de M. Benoid, démission-

Le même décret porte :

M. Desrosiers, nommé, par le present décret, juge sup-pléant au Tribunal de première instance d'Epernay (Marne), y est chargé de l'instruction pendant l'année 1859, concur-remment avec le juge d'instruction titulaire (article 56 du Code d'instruction craminelle, modifié par la loi du 17 juillet

Le décret du 12 de ce mois, portant nomination d'un juge au Tribunal de première instance de Nantua (Ain), est rectifié en ce sens que le magistrat appeléà ces fonctions et désigné, dans ce décret, sous le nom de Fontaine, doit y être désigné sous le nom de de la Fontaine.

Voici les états deservices des magistrats compris au décret qui précède :

M. Dumolin, 17 octobre 1833, conseiller à la Cour de Riom; - 1° octobre 1849, président de chambre à la même

M. Grandperret, 6 février 1849, substitut à Lyon; - 17 mars 1852, substitut du procureur-général à la Cour de Lyon; - 21 novembre 1853, premier avocat-général à la Cour impériale de Bourges.

M. Bardon, 14 avril 1847, substitut à Bordeaux ; - 1848, révoqué: — 14 décembre 1849, substitut à Bordeaux; — 19 mars 1853, avocat-général à la Cour impériale de Montpellier; — 23 fevrier 1856, avocat-général à la Cour impériale

M. de Vaulx..., substitut à Riom ; - 1848, révoqué ; - 4 septembre 1849, procureur de la République à Ambert; 12 juillet 1850, procureur de la République à Montluçon;
— 1850, chef du cabinet du ministre des cultes; — 21 janvier 1851, procureur de la République à Guéret; - 10 octobre 1855, avocat-général à Limoges.

M. Lafon-Boutary..., substitut à Montauban;—1848, révoqué; — 10 mars 1849, substitut à Toulouse; — 10 mars 1852, substitut du procureur-général à la Cour de Tou-

M. Vente: 1850, chef adjoint du cabinet du ministre de la justice; — 12 avril 1850, substitut à Beauvais; — 16 février 1856, procureur impérial à Compiègne; - 17 janvier 1857, substitut du procureur-général à Amiens.

M. Berenger: 22 juin 1853, substitut à Evreux; - 4 août 1855, procureur impérial à Bernay; — 6 octobre 1855, procureur impérial à Neufchâtel.

M. Morcrette: 7 juillet 1840, substitut à Semur; - 2 mai 1842, substitut à Chaumont; — 27 février 1849, procureur de la République à Louhans; — 6 novembre 1849, procureur de la République à Beaune; — 6 mai 1850, procureur de la République à Châlons-sur Saône; — 18 octobre 1852, procureur de la République au Mans; — 1er juin 1855, avocat général à la Cour impériale de Rennes.

M. Gast: 25 novembre 1842, substitut à Altkirch; - 12 septembre 1845, substitut à Colmar; — 20 juin 1847, procu-cureur du roi à Belfort; — .... avril 1848, substitut à Strasbourg; - 10 avril 1848, commissaire du gouvernement à Saverne; — 7 mai 1853, substitut du procureur-général à Col-

M. d'Hector de Rochefontaine: 1854, juge suppléant à Châteauroux; — 13 mai 1854, substitut au même siége; — 22 novembre 1856, procureur impérial au Blanc; — 8 novembre 1357, procureur impérial à Nevers.

M. de Berranger : 23 mars 1848, substitut à Périgueux ;-11 février 1852, procureur de la République à Sarlat; - 28 août 1852, procureur de la République à Barbéz eux.

M. Thieullen: 11 février 1846, substitut à Vitré; - 1848, révoque; - 22 mai 1848, substitut du procureur de la République à Evreux; — 1er juin 1853, substitut du procureur-général à la Cour impériale de Colmar.

M Godelle: 31 décembre 1856, substitut à Châteauroux. M. Deltheil : 12 janvier 1856, substitut à Saint-Pons.

M. Grolleau-Villegneury, 1842, juge suppléant à Savenay;
— 12 février 1842, substitut à Fougères; — 16 février 1843,
substitut à Dinan; — 30 décembre 1843, substitut à SaintBrieuc; — 12 mai 1851, procureur de la République à Montfort; — 1er avril 1854, procureur impérial à Quimper.

M. Dromme 20 man 1854, substitut à Chèteau Contier;

M. Deromme, 20 mars 1851, substitut à Château-Gontier;
— 16 juin 1852, substitut à Angers;— 8 juin 1853, procureur impérial à Napoléonville.

M. Ysopt, 11 février 1846, substitut à Guingamp; — 4 juin 1849, substitut à Brest; — 16 juin 1852, procureur de la République à Châteaulin; — 12 avril 1854, procureur impérial à Fougères.

M. Bernêde, 8 septembre 1852, substitut à Châteaulin; — 12 juin 1856, substitut à Quimper,

M. Flornoy, 19 avril 1852, substitut à Embrun; — 13 mai 1854, substitut à Napoléonville. M. Vachon, 21 novembre 1850, juge à Lyon.

M. Giraud, 2 avril 1851, substitut à Rochechouart; - 49 avril 18 2, substitut à Friançon; —3 juillet 1852, substitut à Die; —13 avril 1853, substitut à Gap; — 24 mars 1855, substitut à Grenoble.

M. Le Bastard de Mesmeur, 4 novembre ....., substitut à Redon; — 5 mai 1849, substitut à Saint-Brieuc.

M. Lambert, 25 mars 1854, substitut à Guingamp. M. Crucy. 16 juin 1852, substitut à Vannes; - 22 septem-

bre 1856, substitut à Nantes.

7 mars 1855, substitut à Quimper; — 24 juillet 1857, procureur impérial à Quimperlé.

M. Anger de Kernisan, 16 juin 1852, substitut à Paimbœuf; — 22 septembre 1856, substitut à Vannes.

M. Lefizelier, 27 février 1854, juge suppléant à Rennes; — 13 décembre 1856, substitut à Savenay. M. Levasseur, 9 avril 1846, juge suppléant à Clermont.

M. Billet, 17 juin 1854, juge suppléant à Saint-Quentin. M. Desroziers, 14 décembre 1858, juge suppléant à Chalons.

#### JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes). Présidence de M. Nicias-Gaillard. Bulletin du 29 mars.

SAISIE IMMOBILIÈRE. - ADJUDICATION DÉFINITIVE. - ACTION EN RÉSOLUTION. - SURENCRÈRE.

Un arrêt a-t-il pu, sans violer l'article 717 du Code de procédure, admettre une demande en résolution de la vente d'un immeuble saisi sur l'acquéreur qui n'a pas payé son prix, alors qu'elle est formée postérieurement à l'adjudication suivie de surenchère, mais avant l'adjudi-

cation sur ladite surenchère? Pour décider l'affirmative, l'arrêt a-t-il pu se fonder sur ce que, dans sa pensée, la surenchère avait fait éva-nouir l'adjudication, bien que ladite surenchère n'eût en-

core rien de définitif? Jugé affirmativement par arrêt du 9 mars 1858 de la

Cour impériale de Lyon. Le pourvoi des sieurs Perchet et Roullier contre cet arrêt a été admis, au rapport de M. le conseiller Souël et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général; plaidant, M. Bosviel.

STELLIONAT. - CONTRAINTE PAR CORPS. - DURÉE. - OMIS-SION DE LA FIXER.

Lorsqu'aux termes de l'art. 2059 du Code Nap., la contrainte par corps a été prononcée contre un stellionataire, et qu'il y a eu omission de la fixation de sa durée, soit dans le jugement de première instance, soit dans l'arrêt qui l'a confirmé, cette omission, lorsqu'elle est devenue irréparable, constitue une violation de l'article 7 de la loi du 17 avril 1832.

Admission, au rapport de M. le conseiller Poultier et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général, du pourvoi de la dame veuve Castel-Longa contre un arrêt de la Cour impériale de Toulouse du 3 mai 1858, M° Lanvin, avocat.

COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE. - INDEMNITÉ DU SINISTRE. - MODE DE PAIEMENT.

Une compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie dont les statuts portent dans une disposition générale que le montant de l'indemnité due pour un sinistre sera payé sans retard, et dont un autre article dit, notamment, que le paiement aura lieu dans le mois jusqu'à concurrence de l'à-compte fixé par l'arrêté du conseil d'administration, cette compagnie, disons-nous, ne peut être admise à retarder sa libération indéfiniment en morcelaut ses paiements d'une manière arbitraire, sous le prétexte que sa constitution ne lui permet pas d'avoir et qu'elle n'a pas, en réalité, les fonds nécessaires pour faire face immédiatement aux sinistres dont elle s'est rendue responsable. Une telle défense n'a aucune valeur si on se pénètre bien du véritable sens de ses statuts, et alors surtout qu'il est constaté que le sinistre dont l'assuré réclame le montant judiciairement fixé a donné lieu à des réassurances de sa part auprès d'autres compagnies prêtes à se libérer, et qu'il a été créé un fonds de prévoyance pour parer aux éventualités.

Dans ces circonstances, et par une saine interprétation des statuts de la compagnie d'assurance, il a pu êtrejugé qu'après avoir, par esprit de chicane et intention déloyale, fait subir à l'assoré les longueurs d'une instance judiciaire portée aux deux degrés de juridiction, il ne lui était pas permis de se libérer par douzièmes à une époque où il s'était déjà écoulé plus d'une année depuis que l'in-

demnité avait été fixée par la justice. Rejet, au rapport de M. le conseiller Pécourt et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général, plaidant M° Bosviel, du pourvoi de la compagnie d'assurance La Prudence contre un arrêt de la Cour impériale de Paris, du 23 juin 1858.

VENTE IMMOBILIÈRE. - PÉCLARATION. - PRIX INFÉRIEUR A LA VALEUR VENALE. - EXPERTISE. - DOUBLE DROIT D'EN-REGISTRE ENT.

Lorsqu'un propriétaire a vendu un domaine moyennant une rente viagère de 1,500 fr. sous la réserve du droit de cohabitation à son profit, avec stipulation que,

cessant le droit de cohabitation, la rente viagère sera portée à 2,500 fr., le tout évalué pour l'assiette du dro t d'enregistrement au capital de 30,000 fr., et que l'administration, soupçonnant une plus-value non déclarée, a fait fixer la valeur vénale de ce domaine à 46,660 fr. per une expertise, le double droit est dû sur l'excédant du prix déclaré, c'est-à-dire sur 14,660 fr. L'administration n'est pas obligée, en percevant ce droit, de tenir compte à l'acquéreur des réserves faites par le vendeur, elles se

confondent avec le prix et ne le diminuent pas.

C'est vainement que l'acquéreur excipait d'un acte sous seing privé postérieur à la vente et par lequel les parties auraient augmenté de 10,000 francs le prix primitif pour le cas de cessation de cohabitation qui, disait-on, s'était réalisé depuis, et qu'il prétendait, au moyen de cette augmentation, sur laquelle il avait payé le droit simple, s'affranchir du paiement du double droit. Cette prétention devait échouer, dès que les juges de la cause, en ap-préciant l'acte dont il s'agit et le but que s'étaient proposé les parties en le souscrivant, avaient déclaré qu'il n'avait été qu'un moyen imaginé pour échapper à la réclamation de la régie, alors surtout qu'il était constaté qu'il n'était pas intervenu spontanément pour corriger une première évaluation insuffisante, mais après les avertissements donnés par la régie pour parvenir au recouvre-

ment du double droit.

En conséquence, la régie a pu établir ainsi qu'il suit la base de sa perception : double droit sur les 14,660 francs excédant le prix porté dans l'acte de vente, sauf déduction du droit simple perçu sur les 10,000 francs, et condamnation de la partie aux frais de l'expertise, attendu que la différence entre le prix déclaré, même augmenté de ces 10,000 francs, et la valeur estimative, était de plus du huitième.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Pécourt, et sur les conclusions conformes du même avocat-général, plaidant, M. Mathieu Bodet. (Rejet du pourvoi des frères Gourgues contre un jugement du Tribunal civil d'Angoulême, rendu le 22 juin 1858.)

COUR DE CASSATION (ch. civile). Présidence de M. le premier président Troplong.

Bulletin du 29 mars. ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE. -- ADMISSIBILITÉ DE LA PREUVE

TESTIMONIALE. Si l'admissibilité de la preuve testimoniale est de règle générale en matière commerciale (art. 109 du Code de commerce), cette règle n'est pas applicable aux contrats d'assurance, qui d ivent, au contraire, être prouvés par écrit (art. 332 du Code de commerce), sauf les cas exceptionnels où il y aurait eu exécution de fait, commence-ment de preuve par écrit, ou énonciations portées sur les registres de la compagnie d'assurance.

Les assurances terrestres, et spécialement les assurances contre l'incendie, doivent être, à cet égard, entièrement assimilées aux assurances maritimes, et soumises aux dispositions de l'art. 332 du Code de commerce.

Il y a lieu d'annuler, en conséquence, l'arrêt qui, sans qu'aucune des circonstances exceptionnelles ci-dessus indiquées fût invoquée, a admis une personne à prouver par témoins l'existence, à son profit, d'un contrat d'assurance contre l'incendie.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Pascalis, et ions de M. le premier avocatgénéral de Marnas, d'un arrêt rendu, le 6 février 1858, conformément aux conclusi par la Cour impériale de Besançon. (Compagnie la France contre Amiez et autres. Plaidants, Mes Costa et Rever-

TIMBRE. - LETTRES DE VOITURE. - COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER. - BULLETIN D'EXPEDITION.

Des écrits ou bulletins remis par une compagnie de chemin de fer à ses agents pour remplir le même but que les lettres de voiture, doivent-ils être soums aux conditions de timbre déterminées pour ces lettres?

Ces bulletins sont-ils soumis au timbre, encore qu'ils ne contiennent pas toutes les indications prescrites par l'article 102 du Code de commerce pour les le tires de voiture, encore même qu'ils ne soient revêtus d'aucune signature? Ne suffit il pas, au contraire, pour qu'ils soient assujettis au timbre, que, nonobstant ce qu'ils ont d'incomplet, ils réunissent les caractères principaux et essentiels des lettres de voiture?

Un jugement de Rouen, rendu dans le sens de l'inexigibilité du timbre, avait été cassé par arrê. du 3 janvier 1853. Le Tribunal de la Seine, saisi sur renvoi, rendit, dans le même sens, un jugement qui fut cassé pour vice de forme. Le Tribunal de Versailles, appelé, sur nouveau renvoi, à se prononcer sur la question, a jugé dans le même sens que les Tribunaux de Rouen et de la Seine. Sur le pourvoi dirigé contre le jugement du Tribunal

de Versailles, la chambre civile, au rapport de M. le conseiller Glandaz, et sur les conclusions de M. le p emier avocat-général de Marnas, s'est déclarée incompétente, et a prononcé le renvoi aux chambres réunies. (Enregistrement contre le chemin de ser de Rouen. Mes Moutard-Martin et Beauvois-Devaux, avocats.)

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1re ch.). Présidence de M. Benoît-Champy. Audience des 16 et 30 mars.

Les Noces de Figaro. - DROITS D'AUTEURS. - M. JULES BARBIER CONTRE LA COMMISSION DES AUTEURS DRAMATI-OUES.

M° Gustave Chaudey, avocat de M. Jules Barbier, expose en ces termes les faits du procès :

Mesieurs, de grandes et intéressantes questions de droit littéraire sont engagées dans le procès qui vous est soumis. Il s'agit de ce charmant opéra des Noces de Figaro, que tous, sans doute, vous avez entendu, et qui n'a pas, sprès plus de cent représentations, épuisé la curiosité de Paris et de la province. Pourquoi faut-il que les éclats discordants d'un débat judiciaire succèdent aux souvenirs de cette ravissante musique et de ces chants délicieux! Personne, à coup sûr, ne le regrette plus que nous. Mais enfin ce n'est pas tout que la ci- | le domaine public? Non, saus doute. Un ouvrage, vous le sagale ail chanté tout l'été; il est juste que, la bise venue, elle ne soit pas trop dépourvue; et l'on ne saurait trouver mauvais que les jeunes écrivains songent à pratiquer la leçon de prudence donnée par la fourmi de La Fontaine, et à prendre quelque soin de leurs intérêts, lorsque leurs anciens leur en

donuent si bien l'exemple.

Cette affaire comporte des considérations de droit, de littérature, d'ordre public, et aussi quelques reflexions théoriques que j'exposerai le plus brièvement et le plus clairement pos-

Les paroles de l'opéra des Noces de Figaro ont donné lieu au procès actuel. Les auteurs de ces paroles sont MM. Jules Barbier et Michel Carré. Je dirai plus tard comment M. Jules Barbler se présente seul aujourd'hui devant le Tribunal; mais je ne puis, dans l'exposé des faits, parler de l'un des collaborateurs sans parler de l'autre.

Que ques mots de la situation littéraire des deux écrivains. MM. Jules Barbier et Michel Carré sont peu connus dans le monde judiciaire, n'ayant pas eu encore de procès; mais, grace à de nombreuses productions, ils sont les confus dans le monde littéraire, leurs œuvres individuelles ou communes appartenant, après que tous les genres ont été applaudis, au Thatre-Français, a l'Odéon, à la Porte-Saint-Marun, au Vaudeville, au Théa re-Lyrique, ailleurs encore. M. Jules Barbier avait vingt aus lorsqu'il débuta sur la scène de la rue de Richelieu par une pièce en cinq actes intiméé le Poète, dans laquelle un vrai soi file poé ique et une grâce de jeunesse tout-à-fait charmante faisaient pardonner des inexpériences qu'il fallait attribuer à l'âge de l'auteur. Quelques innées plus tard les Contes d'Hoffmann et les Marionnettes

du Docteur, en collaboration avec M. Michel Carré, obtinrent

un grand succès à l'Odeon. A dater de cette époque, MM. Barbier et Carré s'appliquèrent surrout au genre lyrique, auquel ils ont certainement contribué à rendredes adures distinguées et poétiques. L'heureux choix de leurs sujets, l'elégance et la facilité de teur ver-sification les ont fait rechercher de tous nos grands musiciens. Le out écrit pour M. Massé les Noces de Jeannette, Galathée, les Saisons; Psyché, pour M. Ambroise Thomas; Valentine, pour M. Halevy; ils ont arrangé le Médecin malgré lui, pour M. Gounos, lorsque M. Gounod a demandé des inspirations à la gaî é de Molière. Tres prochainement et à quelques jours de distance, nous entendrons deux nouvelles œuvres, le Faust de M. Gound, et un opéra de M. Meyerbeer, dont les paroles sont de MV. Birbier et Carré. Voilà certes de jeunes écrivains singulièrement laborieux et dignes à tous egards de sympa-

J'arrive aux faits de la cause. Au mois d décembre 1857, MM. Barbier et Carré suivaient au Théatre-Lyrique les répétitions du Médecin malgré lui, qui devait être joué pour la première fois le jour amilyersaire de la naissance de Molière. A l'issue de la répétition du 15 déc inbre, M. Carvalho, causant familièrement avec ces messieurs des actes de sa direction, leur dit qu'après avoir rendu au public l'Euryanthe et l'Obéron de Weber et le Richard de Grétry, un de ses projets favoris serait de remettre aussi en honneur quelque chef-d'œuvre de Mozart. L'idée était excellente. Rien n'était plus propre à fortifier et à honorer son administration que la vulgarisation de pareilles œuvres ; rien ne pouvait mieux justifier au double point de vue de l'intérêt de l'art et de celui des plaisirs publics, la concession du nou-

veau privilége dont M. Carvalho avait été investi. Les opéras de Mozart étaient joués de loin en loin au Théàtre italien, le théâtre du luxe et de l'opulence; mais ce n'est qu'aux riches qu'il est permis d'aller s'asseoir dans les loges opulentes de la salle Ventadour, et la musique de Mozart n'existait pas pour la masse du public. M. Carvalho voulait la révéler à son public à lui, un vrai public, qui se prend un peu partout, et son idée, je le répète, était excellente.

Il fallait, pour donner suite à ce projet, transformer en pa-roles françaises, les paroles italiennes des livrets. M. Carvalho demanda à MM. Carré et Barbier une version française du poème italien des Noces de Figaro, composé pour Mozart, en 1786, par son ami da Ponte, deux ans après la première représentation du Mariage de Figaro de Beaumarchais. La musique de Mozart, le libretto de da Ponte, la comédie de Beaumarchais, tout cela était dans le domaine public.

M.W. Barbier et Carré acceptèrent la proposition de M. Car-

valho, et il fut convenu qu'ils commenceraient immédialement

la traduction qui leur était demandée.

Le livret de da l'onte n'est pas, il s'en faut de beaucoup, une traduction exacte du Mariage de Figaro, avec transformation seulement de quelques passages en morceaux versifiés et appropriés à la musique. La pièce originale a cinq acies; le libretto de da Ponte a quatre actes seulement. La suppression d'un grand nombre de scènes dans ce libretto a entraîné des modifications notables dans l'ensemble de la pièce. La prose de Beaumarchais ne pouvait évidemment tenir lieu du récitarif Italien; l'enchaînement du dialogue, en effet, n'était plus le même, et d'ailleurs la proportion établie entre le livret et la partition cut été compue. La tentative en avait été faite deux fois, et deux fois elle avait échoué. Quant à représenter le récitatif de l'anteur italien par une prose qui ne serait pas celle de Beaumarchais, c'eût été par trop prétentieux. Que faire donc? Traduire en vers le libretto italien tout entier. Le rhythme des vers destinés à être chantés serait déterminé par la musique; le récitatif serait traduit en vers de huit pieds, rhythme vif et leste que commandait le sujet.

Mettre en vers quatre grands actes, dans les conditions difficiles que le Tribunal connaît, était une lourde tâche: le Tribunal pourra se convaincre que ces messieurs l'ont heureusement accomplie.

Je dois faire ici une observation qui n'est pas sans importance. Lorsqu'il s'agit d'une œuvre lyrique, le poète précède d'ordinaire le musicien. Celui-ci adapte ses mélodies aux vers qui lui sont donnés. Ici, c'était le contraire: MM. Carré et Barbier devaient suivre le musicien, au lieu de le précéder : le rhythme de la poésie était commandé par le rhythme musical; tantôt il fallait un vers de telle mesure, tantôt un vers de telle autre mesure. Ce que da Ponte avait pu faire librement. ils étaient contraints de le faire dans certaines conditions données et dans une langue différente de celle qui avait inspiré la musique. C'étaient autant d'obstacles très sérieux à surmenter. Sans une habileté extrême, sans une expérience toute spéciale, il aurait fallu y renoucer. Combien de fois n'ai-je pas entendu M. Barbier dire que les vers d'un opéra nouveau lui coûteraient bien moins de peine que cette assujétissante traduction!

Les conditions du travail à faire une fois arrêtées dans la conversation que je rappelle, on traita la question des droits d'auteurs. Cette question ne fit aucune difficulté. Nul ne prévoyait, en effet, au mois de décembre 1857, les contestations qu'élèveraient plus tard la commission des auteurs dramatiques. M. Carvaiho déclara que les droits d'auteurs seraient régles sur le piet de 6 pour 100, comme cela s'était fait dans des cas semblables, depuis le traité passé avec la commission. C'est ainsi que les traducteurs du livret allemand d'Euryanthe et du livret anglais d'Obéron avaient touché 6 pour 100 sur la recette, bien qu'ils n'eussent traduit en vers que les morceaux de chaut. Le traducteur d'Euryanthe avait même reçu, outre les 6 pour 100 attribués aux paroles, une partie du droit musical pour appropriation de la musique au libretto. Ces précédents, je le repète, rendaient la solution de la question des droits d'auteurs toute simple, et l'affaire des Noces de Figaro fut ce jour-là même définitivement conclue.

Trois mois plus tard, au mois de mars, MM. Carré et Barbier livraient leur manuscrit à M. Carvalho; la pièce était mise en répétition au mois d'avril, et l'opéra était représenté le 8 mai, avec un succès qui justifie d'une manière éclatante l'idée de M. Carvalho: le public français avait enfin le plaisir d'entendre, sur une scène française, avec des paroles fran-

çaises, le chef d'œuvre de Mozart!

Voici le moment venu où les choses se compliquent : c'est. comme toujours, après le triomphe. MM. Barbier et Carré se trouvent en face de la commission des auteurs dramatiques, qui leur dispute de fruit de leur succès.

J'aurai à me demander de quel droit la commission des auteurs dramatiques est venue s'opposer à l'exécution d'une convention régulièrement intervenue entre M. Carvalho et les auteurs, mais je suis obligé d'entrer dans quelques explications préalables.

Nous aurons beaucoup à parler du domaine public et des restrictions qui y ont été apportées par le traité conclu entre la commission et le Théâtre-Lyrique: voyons quel est sur ce point le véritable état des choses.

Ai-je besoin de vous expliquer, messieurs, ce que c'est que

vez aussi, tombe dans le domaine public le jour où, cessant d'appartenir privativement à l'auteur, à ses héritiers ou à sa veuve, il devient une propriété publique dont tout éditeur ou tout directeur de théatre peut urer parti, dans laquelle tout écrivain peut chercher le sujet de nouvelles compositions, sans qu'aucune redevance puisse être réclamée par qui que ce

Il n'est pas une législation dans le monde qui n'ait renfermé le droit particulier de l'auteur, de sa veuve ou de ses héritiers dans certaines limites, plus étroites chez tel peuple, plus larges chez tel autre. Ce droit, aucun pays n'a voulu l'é terniser. Les mêmes mouifs, sans doute bien puissants, ont inspiré cette unanimité de législation. Seule et de sa propre au orité, la commission des auteurs dramatiques veut apporter une audacieuse exception au principe recu dans tous les pays Je ne discuterai pas cette prétention, je me borne à la signaler et à en préciser l'étendue.

L'avocat, après avoir explique l'origine, la constitution et l'objet de la société des auteurs dramatiques, most la com-mission substituant au mandat qu'elle a reçu de defendre les auteurs vis-à-vis des administrations th âtrales et de pourvoir à la perception à moindres frais des droits d'auteur, un mandat bien plus ambitieux, et avouant hautement que tous ses efforts tendent à assurer la perpétuité de la propriété lit-téraire, c'est-à dire à supprimer le domaine public.

Exercer sur les directeurs de théâtre une pression qui les amène à renoncer pour leur compte au domaine public dans des traités particuliers, tel est le grand moyen employé par la commission pour arriver à son but : « Signez, leur dit-elle, une clause par laquelle vous renoncez au domaine public, ou bien nous ne ferons pas de traité avec vous, et aucun membre de notre sociéié ne pourra plus travailler pour votre théàtre. C'est à prendre ou à laisser, décidez-vous. » Or, sans auteurs pas de piè es, sans pièces pas de speciacle : c'est tout simplement un théâtre mis en interdit.

La commission ne veut pas qu'on appelle coalition un pareil procédé. Mais, si les directeurs, colorant des mêmes prétextes philanthropiques des prétentions analogues, formaient à leur tour une association semblable, de quel nom la commis-sion appellerait elle une ligue dont le but serait de mettre en interdit tel auteur qui ne voudrait pas livrer ses pièces à telles ou telles conditions?

Que la commission y prenne garde, elle n'a rien à gagner à s'exposer à des représailles de cette nature, à réduire les intérêts littéraires à des intérêts mercantiles, à créer un antagonisme commercial dans une littérature devenue commer-

Quoi qu'il en soit, la commission a obtenu du directeur du Théâtre-Lyrique l'insertion de la clause suivante dans le traité qu'elle a passé avec lui en 1856 :

« Art. 26. Attendu que la loi actuelle n'attribue au héritiers des auteurs dramatiques que trente années de jouissance de leurs droits, à partir du jour du décès de ces auteurs et du décès de leurs veuves, et qu'après ces trente années ces ouvrages composent ce qu'on appelle le domaine public, c'est-à-dire qu'ils peuvent être représentés par les directeurs sans payer

« La société des auteurs et compositeurs dramatiques, en traitant avec M. Cervalho, directeur du Théâtre-Lyrique, lui demande de renoncer à l'avantage qui résulte pour lui de la législation existante, en ce qui touche les ouvrages du domaine public, pour le passé et pour l'avenir, lui exposant que c'est en vue de ces modifications que la société des auteurs est toujours restée dans la limite du droit pécuniaire porté en l'ar-

« M. Carvalho, convaineu de l'équité et de la convenance de cette demande, consent à ce que l'avantage qui résulte pour lui de la législation actuelle, en ce qui touche les ouvrages du domaine public, soit soumis aux conditions suivantes:

« Toutes les fois que, dans la composition du spectacle, il entrera un ou plusieurs ouvrages dits du domaine public, les agents généraux de MM. les auteurs percevront sur la receite une somme égale au droit qui serait ailoné à ces ouvrages, s'ils appartenaient à des auteurs vivants.

Ces droits seront remis aux héritiers en ligne directe, s'il en existe, et, à défaut de ces hér tiers, ils seront versés à la caisse de secours des auteurs. »

Cette clause, messieurs, que la commission n'avait pas jugée applicable aux traductions d'Euryanthe et d'Obéron, elle l'a jugée applicable aux auteurs du libretto des Noces de Figaro; elle leur a dit: « Ce n'est pas seulement la musique de Mozart, c'est aussi le poème qui est dans une certaine proportion du domaine public; je revendique pour les héritiers de Beaumarchais la moitié de vos droits. »

Ce laugage, la commission l'a tenu plus d'un mois après la première représentation des Noces de Figaro, alors que MM. Barbier et Carré avaient touché sur le pied de 6 p. 100 le premier mois de leurs droits.

A la prétention élevée par la commission, j'oppose cinq moyens principaux:

Je dis d'abord que le libretto des Noces, livré par MM. Barbier et Carré à M. Carvalho, ne saurait être considéré comme

une œuvre appartenant au domaine public.

Il est de principe en doctrine et en jurisprudence que la ansformation ou même la traduction d'un ouvrage tombé dans le domaine public est une œuvre nouvelle, qui est pour son auteur la source d'un droit aussi personnel, aussi entier, aussi exclusif que l'était celui de l'auteur de l'ouvrage primitif. Qui pourrait nier que les traducteurs de l'Itiade ou de Enéide n'ont sur leur traduction le même droit qu'auraient eu Homère ou Virgile sur l'œuvre traduite? La Cour suprême et la Cour de Paris ont consacré ce principe de la façon la plus explicite.

Si cela est vrai pour une simple traduction, à plus forte raison sera-ce vrai de la transformation d'une comédie en prose en un libretto d'opéra, d'un travail dans lequel l'auteur aura eu à triompher de toutes les difficultés de l'appropriation des paroles à une partition musicale, de la transformation du Mariage de Figaro en poème lyrique.

M° Chaudey donne lecture au Tribunal de que ques passa-ges empruntés au libretto de MM. Barbier et Carré, et les compare aux passages correspondants de la comédie de Beau-

Rien, dit-il, ne peut mieux donner l'idée des difficultés qu'ont eu à vaincre MM. Barbier et Carré que le grand mono-logue du cinquième acte qui est présent à la mémoire de tous. voici transformé dans le libretto:

C'est bientôt l'heure! et tout est prêt pour ma vengeance!

Quelqu'un s'avance!..

C'est elle!.. — Non! personne!.. — Je commence A faire en conscience Le sot métier de mari! L'ingrate!.. dans l'instant où notre mariage... -

Il riait!.. - Ah! j'enrage! En riant avec lui, c'est de moi que j'ai ri! -O Suzanne!.. perfide! Où réduis-tu mon cœur!..

Avec ce front candide, Ces yeux pleins de douceur! Traîtresse!.. à leurs serments insensé qui se fie! C'est folie!

Amants sots et crédules, Simples et ridicules, Esclaves de vos sens, Brisez, brisez l'autel où fume votre encens!

Dieu qui créa les femmes Fit germer dans leurs ames Les tours les plus infâmes, Les plus méchants desseins Et les plus assassins! Perfide sirène, Ton charme vainqueur

De ceux qu'il entraîne Déchire le cœur! Démon plein de rage Dont le doux visage Conduit le plus sage Au fatal naufrage D'un sot mariage! Séduisant plumage! Gracieux ramage! Doucereux langage! Tendresse volage! Vivant témoignage De notre esclavage !

Détestable ouvrage Du ciel irrité! De ruse et de beauté Monstrueux assemblage, Tu règnes sur l'humanité!

Soutiendra-t-on maintenant que MM. Barbier et Carré n'ont pas acquis un droit plein et entier sur leur poème des Noces? Qui oserait prétendre qu'ils n'ont pas été les seuls maîtres des conditions auxquelles ils permettaient à un directeur de disposer de leur travail, et qu'on aurait pu représenter l'ouvrage nouveau sans leur autorisation, ou en dehors des conditions qu'ils y mettaient? S'ils ont pu en disposer à leur gré, comment admettre qu'une part puisse être réclamée par qui que ce soit dans la rémunération moyennant laquelle ils en ont

La commission invoquera le traité de 1856 et nous dira : Ce traité oblige tous les membres de la societé que je représente, et eu présence des dispositions qu'il renserme, les pré-tentions de MM. Barbier et Carré ne peuvent pas se soutenir.

C'est là une erreur profonde. Rappelez-vous, messieurs les termes et l'esprit de la clause du traité relative au domaine

L'avocat s'attache à démontrer que la clause est synallagmatique. En effet, le directeur consent à renoncer à l'avantage qui resulte pour lui du domaine public, et la commission, de son côté, déclare expressément consentir à ce que le droit des auteurs soit abaissé à 12 pour 100. M. Barbier est donc engagé par l'obligation prise du chef de la societé; il est tenu d'accepter la réduction consentie par la commission; mais comment la renonciation au domaine public, de la part du directeur, impliquerait-elle la renonciation de M. Barbier à ce même domaine public? Comment faire peser sur lui le fardeau de la double obligation, sans violer les règles les plus élémentaires en matière de contrat? L'esprit de la clause n'est pas moins positif que le texte : c'est sur le directeur seul qu'on a voulu reconquérar le domaine public et la commission n'a pas voulu proteger les auteurs morts aux dépens des auteurs vivants dont les intérêts lui sont confies. Le livret des Noces appartient donc exclusivement à MM. Barbier et Carré; le domaine public ne peut en revendiquer aucune partie; ils constitue au profit de ces messieurs un droit aussi entier, aussi exclusif que puisse l'être le droit lutéraire le plus

Me Chaudey soutient ensuite, comme troisième argument, que la position faite à MM. Barbier et Carré par les prétentions de la commission est inconciliable avec celle qui leur est faite par l'article 18 des statuts de la société des auteurs dramatiques. Cet article, en effet, interdit aux societaires de stipuler dans leurs traités particuliers avec les directeurs des droits inférieurs à ceux fixés par les traites généraux, sous peine d'une amende de 6,000 fr. MM. Barbier et Carré encouraient donc l'amende de 6,000 fr. s'ils consentaient à recevoir moins de 600, et pour avoir supulé le droit de 600 ils subissent le procès actuel.

Après avoir cherché à établir que, d'après les principes du contrat de société, la commission ne pouvait, sans outrepasser son mandat, stipuler la renouciation au domaine public de la part des auteurs, Me Chaudey poursuit en ces termes :

J'ai supposé jusqu'ici, messieurs, que la clause relative au domaine public, inséree dans le contrat passé avec le Théâtre-Lyrique était licite, tout en soutenant qu'elle était inapplicable dans l'espèce; il me reste à démontrer qu'elle n'a pu être légalement stipulée, qu'elle est contraire à l'ordre public, et par conséquent nulle d'une nullité absolue, d'une nullité que le juge devrait prononcer d'office, alors même que mon client ne l'invoquerait pas.

Aux termes de l'article 6 du Code Napoléon, on ne peut déroger, par des conventions particulières, à une loi qui intéresse l'ordre public. Or, par votre clause relative au domaine public, vous dérogez à ce qu'il y a de plus essentiel dans la loi sur la propriété littéraire; vous la déchirez, vous la vio-

lez, sous préexte d'en préparer la révision. Aucune loi n'a plus que celle ci le caracière d'une loi d'ordre public. Elle crée une propriété toute spéciale, dont elle prend soin de limiter la durée. Est-il possible d'admettre que le législateur n'ait pas obéi, en renfermant un tel droit dans certaines bornes prescrites, à des motifs de l'ordre public le plus élevé?

Le legislateur, selon moi (et je ne crains pas de mal interprété sa pensée), a eu en vue l'intérêt de la divulgation des grandes œuvres, l'intérêt du goût public, l'intérêt de l'art en général, sous le rapport de l'action inspiratrice que les aris divers exercent les uns sur les autres, l'intérêt enfin du public qui achète les livres et qui fréquente les théâtres.

Sur aucun de ces points la contestation n'est possible, et sans nous demander si les idées, si les produits de la pensée ne sont pas comme les produits industriels susceptibles d'appropriation, n'est-il pas évident que les grands intérêts que je viens d'enumérer font de la loi constitutive de la propriété littéraire une loi d'ordre public au premier chef? Comment expliquer autrement que jamais le principe de la perpétuité de la propriété littéraire n'ait pu prévaloir dans aucune assemblée appelée à en délibérer? Comment expliquer qu'il n'ait eu pour defenseur aucun des hommes éminents de notre littérature, à l'exception peut-être de M.de Lamartine? Comment excongres de Bruxelles, dans cette assemblée de littérateurs de tous les pays, il n'ait pas réussi à se faire accepter?

C'est, messieurs, qu'il serait funeste aux arts. Sans le domaine public en litterature, nous n'aurions eu ni le Barbier, de Rossini, ni le Don Juan, ni les Noces, de Mozart. Il fallait, en effet, pour que ces belles œuvres pussent naître, qu'il fût permis à des écrivains de s'inspirer de Beaumarchais et de Molière, sans avoir à redouter le procès qui a été soutenu et perdu contre Victor Hugo, pour l'opéra de Lucrèce Borgia.

Les œuvres du domaine public sont aux œuvres des auteurs vivants ce qu'est le Musée à l'exposition annuelle. Ayons des expositions annuelles, des comédies et des tragédies nouvelles, soit! mais gardons avec soin le Musée et le vieux réper-Messieurs, vous défendrez le domaine public, vous défen-

drez la loi qui consacre ses droits contre la clause d'un traité particulier qui veut l'anéantir. En annulant cette clause comme contraire à l'ordre public, vous n'aurez jamais plus effica-cement protégé les intérêts de la littérature et de l'art véri-

J'ai répondu, je crois, à tous les arguments de droit de la commission: permettez-moi de repousser d'avance, en finissant, un argument que je rencontre dans les conclusions des adversaires.

La commission se prévaut de l'acceptation par M. Michel Carré des conditions qu'elle voudrait nous imposer.

La lettre suivante, que M. Carré écrivait à son collaborateur le jour même où il se retirait du procès, prouvera au Tribunal que la commission s'est étrangement trompée sur le sentiment qui a inspiré l'un des auteurs du poème des Noces la détermi nation qu'on nous oppose. Cette lettre, mon client a été autorisé par celui qui l'a ecrite à la produire en toute circonstance; la voici :

« Cher ami, sans reconnaître en rien les droits des héritiers Beaumarchais, sans admettre en aucune façon le principe qui fait agir la commission, par faiblesse, par ennui, par dégoût, par tout ce que tu voudras, je renonce au procès.

« Et toi, tu aimes mieux plaider, n'est-ce pas? Tu tiens à avoir publiquement raison? Eh bien! patience! Tu gagneras, c'est évident; et la commission aura la double honte d'avoir perdu sa cause et de m'avoir dépouillé injustement.

« Si le procès devait se juger demain, je ne me séparerais certainement pas de toi; mais tout un hiver perdu pour ces messieurs, c'est trop!

« l'ai besoin de tout mon temps, et je tiens à mon repos plus qu'à tout le reste. « Si tu viens me voir demain, nous causerons de tout cela encore une fois, mais ce sera la dernière.

Je ne dirai rien de plus sur ce point, messieurs : M. Carré vient de vous dire lui-même quels motifs ont dicté sa con-

" Tout à toi. »

La plaidoirie de mon adversaire m'apprendra sur quels au-tres faits la commission prétend s'appuyer; je demaude d'a-vance au Tribunal la permission d'y répondre très briève-

Nous publierons demain la plaidoirie de Me Mathieu, avocat de la Commission des auteurs dramatiques.

## JUSTICE CRIMINELLE

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (6° ch.). Présidence de M. Berthelin. Audiences des 23 et 30 mars.

SOUSTRACTION ET DESTRUCTION DE TITRE. VENTE D'EN PHARMACIE. — COUPS ET DIFFAMATION. LE SIEUR PHARMACIE.

CHAPUIS CONTRE LES SIEURS MARJOLIN, PINEL, COSTIU

Le sieur Chapuis, élève en pharmacie, expose ainsi a plainte:

Le 23 juillet 1858, par un acte sous seing privé, j'ai ache. té la pharmacie de M. Marjolin, située rue d'Allemagne, à la Petite-Villette, moyennant le prix de 15,000 fr. Dans cet acte de 15,000 fr. Petite-Villette, moyennant le prix de 15,000 fr. Dans cet a te, M. Costille, mon oncle, qui depuis longtemps a, dans cet a commune, un établissement de fruiterie, est intervenu com me ma caution. Comme je ne suis pas encore reçu pharm cien, j'ai dù en prendre un pour le mettre à la tête de l'officient comples a payé 6,000 fr. comptants à M. Marchen et la comptant de la comptant ne; mon oncle a payé 6,000 ir. comptants à M. Marjolin, ne; mon oncle a paye o out ir. comptants a marjoin, pour les 9,000 fr. restants à payer, j'ai souscrit des billes l'ordre de mon oncle Costille, qui les a endossés au prosition réglées, le me suje prosition réglées, le me suje prosition réglées de mon oncle costille, qui les a endossés au prosition réglées, le me suje prosition réglées de mon oncle costille. M. Marjolin. Les choses ainsi réglées, je me suis mis à la M. Marjolin. Les choses ainsi regices, je une suis mis à la te de la pharmacie, que j'ai géree jusqu'au mois de janvie A cette époque, sans qu'on m'en ait prévenu, j'appris que Marjolin avait vendu une seconde fois sa pharmacie à M. marjoin avant venuu une seconde lois sa poarmacie à M. nel. Quand je me plaignis de ce procédé à mon oncle Cost nel. Quand je me piaignis de ce procede a mon oncle Costille il me répondit que je n'étais rien dans la pharmacie, que c'e tait à lui qu'elle avait été vendue; mais que, n'en vou a plus, il avait détruit, d'accord avec M. Marjolin, l'acte de vendue; plus d'accord avec M. Marjolin, l'acte de vendue; plus d'accord avec M. Marjolin, l'acte de vendue de l'accord avec M. Marjolin de l'ac te du 23 juillet. Je ne pouvais pas croire qu'il serait don te du 23 junier, so ne pouveis pas ciant de serant donné suite à de tels faits qui me dé oui laient au mépris d'un acque j'avais eu la confiance de laisser entre les mains de mon que j'avais eu la confiance de laisser entre les mains de mon que j'avais en la comance de la sacricia de mon oncle, lorsque, le 20 janvier, M. Marjolin vint chez moi ava oncle, lorsque, le 20 janvier, m. man joint vint enez moi avec sa femme, la menace à la bouche, me disant d'avoir à vider les lieux. Que voulez-vous faire? me disant il, vous n'éles proles lieux. Que voulez-vous rante. de titre, vous ne pouvez propriétaire de rien; vous n'avez pas de titre, vous ne pouvez par par contra rien; vous êtes un escreta me poursuivre, vous ne feriez rieu; vous êtes un escroc et un

Le 24 du même mois, il est revenu de nouveau à ma phar Le 24 du meme mois, il est revent de nouveau a ma pharmacie, accompagné de mon oncle et d'un marchand à qui l' macie, accompagne de mon oucle et du la consenir a qui le voulait vendre mes meubles. Je ne pouvais consenir a être ainsi dépouillé, je ne voulais donner ni la quittance des loyer ainsi dépouillé, je ne voulais donner ni la quittance des loyers. que j'avais payes, ni le bail. M. Marjolin s'est jeté sur moi ma maltraité et injurié.

M. le président: Vous n'êtes pas pharmacien; quel est le pharmacien qui gérait la pharmacie? Le sieur Chapuis: M. Domergue.

M. le président : Vous n'aviez rien pour payer cette pharmacie 5

Le sieur Chapuis: Non, mais mon oncle Costille répondait M. le président : A quelle époque aurait été détruit l'acta

de vente du 23 juillet? Le sieur Chapuis: Ce doit être le 20 ou le 21 janvier de cette année. On a aussi détruit plusieurs pièces de ma comp-

Le sieur Chapuis, par l'organe de son avocat, Me Muray, déclare se porter partie civile et conclut en 8,638 fr. de donmages-interêts.

M. le président : Prévenu Costille, vous avez entendu la déclaration de votre neveu Chapuis; il vous accuse d'avoir detruit un acte de vente et diverses pièces de comptablité? Le sieur Costille: Il n'y a jamais eu d'acte entre Chapuis

D. Ainsi, on vous accuserait d'avoir détruit un acte qui n'aurait jamais existé? — R. Oui, jamais. M. le président : Prenez garde ; cette dénégation est grave :

nous vous engageons à ne pas la produire légèrement. Le sieur Costille : J'ai bien voulu établir mon neveu, mais quaud j'ai vu qu'il mangeait tout, qu'il prenait tous les soirs la recette de la journée pour aller s'amuser, j'ai arrêté les

M. le président: Mais enfin, pour établir votre neveu, ila fallu acheter une pharmacie, faire un acte avec Marjolin? Le sieur Costille: Certainement, monsieur le président; j'ai acheté de M. Marjolin, pour moi, et mon neveu gérait pour

D. Quelle date a cet acte? — R. La date du 15 juillet 1838, le voici. Je payais le fond 15,000 francs, dont 6,000 francs donnés comptant, et j'entrais en jouissance le 1<sup>er</sup> août.

M. le président: Votre neveu prétend que cet acte que vous produisez est antidaté et n'a été fait qu'après la destruction de constitute de le phormesia.

celui du 23 juillet qui lui assurait la vente de la pharmacie, à lui, et où vous n'intervenez que comme sa caution. Le sieur Costille : Il n'y a jamais eu d'autre acte. Quand 'ai vu que mon neveu Chapuis ne gérait pas bien, j'ai vendu

la pharmacie à M. Pinel.

M. le président: Un fait qui vient à l'appui de la prétention de votre neveu, c'est qu'il était possesseur du bail des

Le sieur Costille: C'est qu'il me l'avait pris et n'a pas vou-

M. le président: Prévenu Marjolin, vous êtes inculpé de complicité dans la destruction de l'acte du 23 juillet? Le sieur Marjolin: Je n'ai jamais fait d'acte avec M. Cha-

puis et il n'en a jamais été déchiré.

M. le président: Votre femme le dit dans l'instruction.

Le sieur Marjolin: Ma femme se trompe. Chapuis a été mon élève pendant trois ans; je ne voulais pas vendre ma pharmacie à son oncle Costille, parce que Chapuis n'était pas pharmacien. Il a dit à son oncle qu'il était bachelier essciences, ce qui n'est pas vrai. Je voulais si peu vendre ma pharmacie à son oncle que je la lui ai faite 3,000 fr. de plus que je ne voulais la vendre à un autre; pendant les six mois que son oncle l'e mia à la tale de la companie alle a décliné.

que son oncle l'a mis à la tête de la pharmacie, elle a décliné, ce qui ne m'a pas étonné. M. le président : Mais après ces six mois où la pharmacie, selon vous, a decliné, c'est-à-dire en janvier 1859, Pinel la paie le même prix qu'elle avait été payée en juillet 1858? Le sieur Marjolin: M. Pinel était capable de remonter l'é-

tablissement: il est pharmacien et bon pharmacien. M. le président : Ainsi, vous persistez à nier l'existence d'un premier acte de vente, et par conséquent sa soustraction, sa destruction?

Le sieur Marjolin : Oui, monsieur le président. M. le président : Vous êtes de plus inculpé d'avoir frappé et dissamé le plaignant? Le sieur Marjolin : Rien de cela n'est vrai. Je suis alle

chez M. Chopin, uniquement pour réclamer des meubles qui m'appartenaient, et comme il ne voulait pas me les rendre, sans le frapper, sans le maltraiter, je lui ai dit tout simplement qu'il agissait comme un voleur.

M. le président: Prévenu Pinel, vous êtes pharmacien,

conséquemment un homme intelligent; vous êtes inculpé de complicité dans le délit de destruction de titre. Avant de répondre sur ce point, dites-nous pourquoi vous avez acheté en janvier 1859 au prix de 15,000 fr., une pharmacie qu'on vous offrait pour 12,000 fr. six mois auparavant?

Le sieur Pirel : Francisco (1970) Le sieur Pinel : En juillet 1858, le fonds était trop nou-

D. Avez-vous connaissance de la destruction d'un premier veau et je n'était pas en mesure de l'acheter. acte de vente fait le 23 juillet 1858 au bénéfice de Chapuis.

Le quatrième prévenu, le sieur Parison, inculpé de complicité du délit de destruction de titre, est interpelle par M. le président, et répond :

Le lendemain de la vente de la pharmacie, par M. Marjoin à M. Costille, on m'a communiqué l'acte; je l'ai trouvé par fait et je l'ai dit la communiqué l'acte; je l'ai trouvé par fait et je l'ai dit. Je n'ai pas eu connaissance d'un acte de vente précédemment consenti à M. Chapuis, et je n'ai jamais su qu'il an ait été l'été l' su qu'il en ait été détruit un.

AUDITION DES TÉMOINS.

M. Cassard, élève en pharmacie : Au moment ou M. Chepuis a acheté la pharmacie : Au moment ou M. cun puis a acheté la pharmacie de M. Marjolin, j'étais chez un pharmacien de Versailles. M. Chapuis m'a demandé de venir avec lui ; j'y ai consenti. Tout le temps que j'ai passé dans sa pharmacie, c'était lui qui payait, qui recevait, et je l'ai tou-jours cru propriétaire. jours cru propriétaire.

M. le président: Avez-vous vu son oncle, le sieur Costilles
prendre du papier, des pièces de comptabilité?

Le sieur Cassard: Oui.

M. le président: Il faisait cela devant vous?

Le sieur Cassard: Oui, monsieur.

Le président: Mais puisque vous regardiez Chapuis

M. le président: Mais puisque vous regardiez Chapuis
comme seul propriétaire de la pharmacie, il falluit crier au

roleur. Le sieur Cassard : C'était son oncle, je n'ai pas cru qu'il

volait son neveu. p. Savez-vous que Costille ait détruit un acte? - R. Il l'a lit au café, et comme son neveu le lui reprochait, il lui a dit : dit au care, et comme son aeveu le jui reprochait, il lui a dit : Coupe-moi, hache moi en morceaux, c'est ainsi, mais mé-Coupe-moi, nache-moi en morceaux, c'est ainsi, mais mé-nage ma femme et mes enfants. » Vers le mois de janvier, M. Costille m'a dit à moi-même qu'il venait de vendre la phar-

macie.

Le sieur Deroy, marchand de vin à La Villette: A un déjeuner que j'ai payé à ces messieurs, M. Costille a dit à son
jeuner : « Accepte ce que je te donne, mais ne me demande
neveu: « Accepte ce que je te donne, mais ne me demande
neveu: « de plus; tout est brûlé, tout est anéanti, tu n'es plus

rien. "
M. le président : Saviez-vous ce qui s'était passé précédem-

ment? Le témoin : Certainement; le fonds avait été acheté par le peveu, qui payait ce qu'il achetait, comme un maître de mai-son doit faire; je le sais bien, moi, puisque je lui fournissais du vin qu'il m'a payé. Quand la chose s'est passée, l'oncle m'a dit à moi même: « J'ai acheté la pharmacie pour mon peveu; c'est lui qui va la gérer; il va faire un bon mariage,

et nous serons tous heureux. »

M. le président: Ah! il s'agissait d'un bon mariage pour

Le témoin : Je crois bien ! saus cela, est-ce que le fruitier aurait làché son argent? C'est quand le mariage a été manqué aurait lache son argent? C'est quand le mariage a été manqué qu'il a eu regret et qu'il a revendu à un autre.

Un autre témoin, le sieur Hogues, déclare qu'étant au café du Commerce, où se trouvaient les sieurs Chapuis, Costille, Marjolin et un marchand de meubles, M. Marjolin s'est porté à des voies de fait contre Chapuis, et l'a traité de filou et de voleur. Le témoin croit se rappeler avoir entendu Marjolin parler d'un acte qui aurait été déchiré.

Le sieur Langlois confirme les faits qui se service.

Le sieur Langlois confirme les faits qui se seraient passés au café du Commerce. au cate du Commerce.

Le sieur Lelong, propriétaire de la maison où est établie la pharmacie, déclare que le sieur Marjolin, en juillet 1858, lui a présenté le sieur Chapuis comme son successeur; c'est Chaptie de la présente de la presente de la présente de la

puis qui, depuis, lui a payé les loyers. Le sieur Marjolin reconnaît le fait.

M. Ducreux, avocat impérial : Prévenu Costille, votre ne-M. Ducreux, avoct imperial: Prevent Costille, votre ne-reu n'a-t il pas fait des billets à votre ordre que vous avez endossés au bénéfice de Marjolin, pour le remplir du surplus du prix de la vente de sa pharmacie qui n'avait pas été payée comp'ant, c'est à-dire pour une somme de 9,000 fr.? Le sieur Costille: Jamais, monsieur.

M. l'avocat impérial : Voici cependant entre nos mains un billet signé Chapuis, ordre Gostille, passé à Marjolin. Le sieur Costille: Ce doit être pour les six mois de loyer

payes d'avance. M. l'avocat impérial : Pourquoi alors ne serait-il pas passé à l'ordre de M. Lelong, propriétaire de la maison?

M. le président: Si le fonds était à vous, c'était à vous à

payer les loyers, et non à votre neveu. Le sieur Costille : Mon neveu payait avec la recette qui était à moi; c'était toujours avec mon argent.

M. le président : Prévenu Marjolin, avez-vous reçu pour Le sieur Marjolin : Oui, monsieur le président, signés

D. Que sont-ils devenus ? - R. Ils ont été déchirés. D. Pourquoi? — R. Ils n'avaient plus d'objet, puisque le fonds était revendu à M. Pinel.

D. Qui les a déchirés? Le sieur Costille: C'est moi, devant MM. Marjolin et

Le sieur Marjolin : J'affirme n'avoir jamais vendu à Chapuis.

M. le président: Nous aurons à apprécier ce que peuvent

M. le president: Nous aurous a apprecier ce que peuvent valoir vos affirmations; ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette affaire, c'est qu'on ne retrouve ni le reçu de la somme payée comptant, ni les 9,000 fr. de billets, ni l'acte de vente. On suppose que tout a disparu pour faire croire que la vente à Chapuis n'a jamais existé; de plus, Costille vient de dire que Chapuis n'a jamais fait de billet, et, à l'instant, on en magairt un amand de lui

Le sieur Hugues, témoin entendu : Il faut dire la vérité ici: moi j'ai entendu M. Costille dire à son neveu : « Ne t'occupe de rien, les billets sont brûlés, nous leur avons fait leur affaire cette nuit avec Marjolin; accepte ce que je te donne, et ne dis rien. » Le neveu a répondu : « Ce n'est pas ma faute si mon mariage a raté. » Les deux coupables, voulezvous que je vous le dise? c'est Marjolin et Costille.

M. le président : Costille, il est encore temps, dites la vé-

Le sieur Costille : Je n'ai rien brûlé, monsieur le prési-

M. le président : Vous rougissez : votre front dément vos paroles; ce temoin est très affirmatif. Obéissez à un bou

Muray, avocat de la partie civile : Si on continue à nier l'existence de l'acte de vente du 23 juillet, nous demandons la remise à huitaine pour produire un témoin, entre les mains diquel il a été déposé; c'est le principal clerc de

M. le président: En présence du silence des inculpés, nous remettons à huitaine pour entendre ce témoin.

A l'audience de ce jour, et avant d'entendre le témoin cié, M. Lequen, principal clerc de Me Tissier, avoué, M. le président interpelle de nouveau les prévenus.

Prévenu Parison, dit M. le président, à la première audien-ce vous avez pris la qualité de propriétaire?

Le sieur Parison: Oui, monsieur le président, je le suis. M. le président : Nous ne le nions pas, mais nous suppoions qu'à la qualité de propriétaire vous ajoutiez l'exercice d'une profession, de celle d'agent d'affaires... Le sieur Parison : Je sais des affaires pour mon compte;

l'achète des créances et j'en tire ce que je puis, à mes risques

et périls.

M. le président: Ainsi, vous n'étés pas agent d'affaires?

Le sieur Parison: Non, monsieur le président.

M. le président: Eh bien! voici une carte qui nous a été
ranica qui nous votre nom, votre adresse, et qui dit que remise, qui porte votre nom, votre adresse, et qui dit que vous occupez de recouvrements de créances, en ajoutant qu'en cas de non-paiement il ne sera pas réclamé d'honoraires. C'est là ou jamais qu'on reconnait un homme d'affaires; vous eles donc agent d'affaires. D'autres pièces nous ont été également remises, depuis la vivine audience, qui établissent ment remises, depuis la dernière audience, qui établissent l'existence de l'acte du 23 juillet, des billets souscrits par Chapuis, en un mot, des principaux faits de la prévention. De tout cela il résulte que Chapuis aurait été bénéficiaire de la première vente de la pharmacie. Prévenu Costille, nous vous avons laissé huit jours pour réfléchir; avez-vous réfléchi?

Le sieur Costille, avec timidité: Oui, monsieur le président.

M. le président : Persistez-vous à dire que la vente n'a pas été faite à Chapuis?

Le sieur Costille : Non, monsieur le président; elle a été faite à par le président par le pr

faite à nous deux, mais c'est moi seul qui fournissais les

fonds.

M. le président: Chapuis n'a-t-il pas souscrit des billets

M. le président: Chapuis n'a-t-il pas souscrit des billets

Le sieur Costille: Oui.

D. Endossés par vous?—R. Oui.

M. le président: C'est-à-dire, détruit; enfin, voilà la vérité conque. Pour vous, inculpé Marjolin, est-ce aussi la vérité?

Le sieur Marjolin: Oui, monsieur le président; je l'avais toujours sur les lèvres pour vous la dire, mais une fausse

M. le président: On vous signale comme intelligent.

M. le président; On vous signale comme intelligent; vous

ne l'avez pas prouvé dans cette circonstance.

Le sieur Marjolin: Je regrette vivement la faute dans la-

quelle j'ai été entraîné. Le prévenu Pinel, à son tour interpellé, continue à déclarer qu'il était le propriétaire, mais il u'il était persuadé que Costille était le propriétaire, mais il teconnaît qu'il savait que la premièr acte avait été détruit. M. le président: Et vous, prévenu Parison, vous qui vous mêlez d'acheter des créances, qui faites des affaires, avez-

Le sieur Parison: Jamais, monsieur le président.

M. le président: Vous avez bien peu profié de la leçon que vous venez de recevoir. Vous disiez que vous n'étiez pas agent d'affaires, on vous prouve que si, et vous persistez à nier l'é-vidence; dites donc la vérité, ne vous êtes-vous pas mêlé de la destruction du titre?

Le sieur Parison : Quel intérêt avais-je que la pharmacie appartint à tel ou tel?

M. le président: L'intérêt d'un homme d'affaires, d'avoir des honoraires dans chaque affaire où il est mêlé.

Le sieur Parison: Je n'ai pas reçu d'honoraires dans cette affaire; j'a été chargé par M. Marjolin de faire rentrer les 6,000 fr. du premier paiement, et voilà tout. M. le président : Costille, de quoi aviez-vous chargé Pari-

Le sieur Costille : De rien, monsieur ; seulement il se trouvait là comme ami de M. Marjolin. M. le président : Où? là!

Le sieur Costille : Chez M. Marjolin, au moment où nous avons détruit l'acte. M. le président : L'a-t-il vu?

Le sieur Costille : Je ne sais pas, mais il a pu le voir. Le sieur Marjolin continue à opposer des dénégations sur

On introduit le témoin Lequen, qui déclare qu'on a déposé sur son bureau un acte contenant la vente d'une pharmacie à la Villette, mais il n'a jamais lu l'acte, et il ne sait pas quelles personnes y figuraient.

Me Meuray a soutenu la plainte. M. l'avocat impérial a soutenu la prévention contre tous les prévenus.

La défense a été présentée par M° Popelin pour Costille, M° Bertrand-Taillet pour Marjolin, et M° Rongat pour Pinel.

Le Tribunal a statué en ces termes:

« En ce qui touche la prévention de soustraction fraudu-leuse de p.èces imputée à Costille, « Attendu qu'en présence des relations qui existaient entre

Costille et son neveu Chapuis, dont il s'était porté caution lors de l'achat de la pharmacie en question, il n'est pas possible d'admettre que Costille, en enlevant, sans se cacher, les pièces comptables qui se trouvaient dans la pharmacie, ait agi avec l'intention franduleuse constitutive du délit repro-

« A l'égard de la destruction de titres, « Attendu qu'il résulte des débats et des aveux de Costille et de Marjolin la preuve qu'en février dernier lesdits Costille et Marjolin ont détruit, au préjudice de Chapuis, un acte sous seing privé dont Costille était dépositaire, portant la date du 23 juillet 1858, et contenant : Vente du fonds de pharmacien par Marjolin à Chapuis, sous le cautionnement de Costille; Que les susnommés sont donc convaincus d'avoir commis

le délit puni par l'article 439 du Code pénal; « Que Pinel, au profit de qui a été consentie la rétrocession de la pharmacie, a provoqué la destruction du titre primitif; « Que Parison, comme agent d'affaires, assistait les préve-nus de ses instructions lors de la destruction du premier titre; « Qu'ils se sont donc rendus complices du délit relevé à la

charge des deux premiers prévenus; Que, pour l'application de la peine, le Tribunal doit avoir égard, d'une part, aux aveux, quoique tardifs, des prévenus, et aussi à cette circonstance que le délit a été commis pour délier un oncle d'engagements qu'il avait en effet contractés, mais contractés uniquement sous l'impulsion d'un sentiment de bienveillance pour son neveu;

« Que le délit a causé un préjudice à Chapuis, que réparation lui en est due;

« Qu'en outre il est établi que Marjolin, le 24 janvier, a publiquement injurié Chapuis, en le traitant de voleur et d'escroc; qu'il a aussi commis le délit prévu et puni par l'article 19 de la loi du 17 mai 1819;

« Que le délit de coups n'est pas justifié à la charge de Marjolin, le renvoie des poursuites sur ce chef;

« Faisant application aux prévenus des articles 439, 59 et 60 du Code pénal et 19 de la loi précitée; « Condamne Costille à un mois de prison; Marjolin, Pinel et Parison chacun à trois mois de prison; les condamne chacun et solidairement à 300 fr. d'amende et à payer solidairement à Chapuis, à titre de dommages-intérêts, la somme de 1,500 fr.; fixe contre chacun d'eux la durée de la contrainte par corps à une année. »

#### AVIS.

MM. les abonnés sont prévenus que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Nous les prions de renouveler immédiatement, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du

Le mode d'abonnement le plus simple et le plus prompest un mandat sur la poste ou un effet à vue sur une maison de Paris, à l'ordre de l'administrateur du journal.

#### CHRONIQUE

#### PARIS, 30 MARS.

La Cour impériale de Paris vient de faire une perte douloureuse. M. le conseiller Jourdain est mort hier à la suite d'une maladie qui le tenait depuis plusieurs mois éloigné du Palais.

- Le nommé Verry, accusé de l'assassinat commis au boulevard Beaumarchais, comparaîtra devant le jury pendant la session prochaine. Cette affaire est indiquée pour les audiences des 13, 14 et 15 avril.

— Au mois de juin 1588, la société du Casino de Fécamp, représentée par MM. Sabatier et C°, passait avec M. Paquis, artiste musicien, un traité aux termes duquel ce dernier s'engageait à fournir jusqu'à l'expiration de la saison des eaux, c'est-à-dire jusqu'à la fin de septembre et moyennant la somme de 9,500 fr., un orchestre de dix-huit musiciens qu'il dirigeait lui-même. Tous les soirs il y avait concert ou bal, bal d'enfants finissant à onze heures, ou bal de grandes personnes se prolongeant tant que les danseurs paraissaient le désirer; de plus, et à certains jours, il y avait dans l'après-midi fanfares et concerts. Dans la nuit du 30 au 31 août un incendie éclata tout à coup, et, malgré les secours empressés, le Casino fut dévoré par les flammes. M. Paquis a réclamé à M. Sabatier une somme de 2,800 francs pour des instruments détruits ou détériorés par le feu. M. Sabatier a repoussé cette prétention; il n'était pas, disail-il, responsable des instruments appartenant aux artistes de M. Paquis; ils auraient dû après chaque concert les emporter avec eux; parmi les objets réclamés se trouvent deux violons d'Amati et de Maggien, des cornets à pistons, des clarinettes, pourquoi les artistes auxquels ils appartenaient ne les emportaient-ils pas avec eux au lieu de les abandonner au hasard dans la salle des têtes? M. Sabatier n'en avait pas accepté la garde; aussi, lorsqu'il s'est agi de régler avec les compagnies d'assurance, celles-ci en remboursant le prix des constructions et du matériel ont-elles refusé de rembourser la valeur de ces instruments, parce qu'ils n'appartenaient pas à M. Sabatier et n'avaient pas été assurés; il ne saurait donc exister aucun lien de droit entre M. Sabatier et M. Paquis; dans tous les cas, et si on voulait le considérer comme dépositaire, les objets ont péri par un cas de force majeure, l'incendie qui a dévoré l'établissement, et dont la cause n'a pu être découverte, a fait tomber toutes les obligations du dépositaire.

ses artistes d'emporter chaque jour leurs instruments à / pouillée de ses vêtements, et ils l'ont placée dans une leur domicile, souvent très eloigné du Casioo; indépendamment des lêtes, qui se prolongeaient très tard, il y avait chaque matin des répétitions, et les instruments devaient nécessairement rester à l'établissement; parmi eux, d'ailleurs, se trouvaient des grosses-caisses, des basses qu'on ne pouvait matériellement transporter ainsi. Le dépôt ainsi expliqué et justifié, il ne suffit pas, en droit, d'alléguer le cas d'incendie, il faudrait prouver qu'il y a eu cas de force majeure. Or, c'est ce que M. Sabatier ne fait pas; le feu peut avoir été mis par l'imprudence ou la négligence des employés dont il est responsable, par défaut de surveillance; il ne saurait donc se soustraire à la demande formée par M. Paquis.

Le Tribunal, après avoir entendu Me Crémieux pour M. Paquis et Me Patural pour M. Sabatier,

« Considérant que Paquis s'est engagé à fournir à Sabatier et C, roudant la saison des bains de Fécamp, un orchestre composé de dix-huit musiciens, moyennant une somme déterminee; qu'il était règlé, par la convention, qu'il y aurait tous les soirs bal où concert, dont la durée nourrait, à certains soirs. les soirs bal ou concert, dont la durée pourrait, à certains soirs, être prolongée au gré de Sabatier; que, dans ces circonstances, on comprend que les instruments devaient demeurer au siège même de l'établissement ; que la preuve du dépôt articulé par Paquis résulte donc suffisammen de la nature du contrat; que le fait étant établi, Paquis est fonde à réclamer à Sabatier les instruments dont celui-ci était dépositaire, ou, à défaut, la representation de leur valeur; que Sabatier ne prouve d'ailleurs nullement, pour échapper à la restonsabilité qui lui incombe, qu'il soit dans un des cas d'exception prévus par la loi; que vainement il prétend faire considérer comme un de ces cas d'exception l'incendie qui a consumé les instruments en même temps que son établissement; qu'en esset, un in-cende n'est pas par lui-même un sait de sorce majeure; que c'est à celui qui prétend lui assigner un pareil caractère à le

« Condamne Sabatier, à défaut de restitution des instruments, à payer la somme de 2,713 fr. »

(Tribunal civil de la Seine, 4e chambre; audience du 19 mars 1859; présidence de M. Picot.)

- Hier, vers une heure après midi, un homme d'une trentaine d'années se présentait dans les bureaux du Trésor public, au ministère des finances, et réclamait le paiement d'un bon au porteur de 10,000 fr. qu'il plaçait sous les yeux de l'employé chargé de la vérification. Ce dernier s'étant convaincu que ce bon était faux, fit conduire le porteur devant le commissaire de police de la section de la Madelaine, auquel il déclara se nommer B..., comptable, domicilié rue Quincampoix, et ajouta qu'il tenait ce bon d'un sieur F..., épicier-droguiste, rue de la Boucherie des Invalides. Celui-ci, qui fut appelé aussitôt, confirma sa déclaration, en ajoutant que lui, F..., avait reçu le bon argué de faux d'un de ses frères qui était mort depuis en Algérie. Le commissaire de police procéda ensuite au domicile de chacun d'eux à une perquisition qui ne fit rien découvrir de suspect; néanmoins, comme ils avaient fait usage l'un et l'autre d'un faux bon du Trésor public, les sieurs B... et F... ont été mis provisoirement en état d'arrestation et envoyés au dépôt de la préfecture de police, en attendant qu'on eût pu vérifier leur allégation de bonne foi.

- Un douloureux accident est arrivé hier dans l'abattoir de Grenelle. Un garçon boucher, le sieur Theron, âgé de vingt-six ans, surveillait la fusion du suif, lorsque, vers onze heures du matin, en s'approchant d'une chaudière remplie de suif en ébullition, il fit un écart et sa jambe gauche s'engagea profondement dans cette chaudière. En cherchant à retirer sa jambe et étourdi par la douleur, il plongea ensuite le bras du même côté dans le liquide en ébullition, et sans la prompte arrivée des secours, il n'aurait pas tardé à être enseveli complétement dans la chaudière. On s'est empressé de le transporter à l'hôpital Necker, où les soins réclamés par sa situation lui ont été prodigués sur-le-champ. Malheureureusement, les deux membres atteints par la graisse bouillante avaient été profondément brûlés, et le sieur Theron était dans un état qui laissait peu d'espoir de pouvoir le sauver.

#### ETRANGER.

ETATS-UNIS (Washington), 16 mars. - Après avoir entendu dix-sept témoins, le grand jury a déclaré qu'il y avait lieu de poursuivre M. Sickles, et l'a renvoyé devant le jury ordinaire, comme accusé de meurtre avec préméditation sur la personne de M. Key, attorney fédéral. Il deral. II n'a pas encore statué sur la complicité de M. Butter-Worth, ami particulier de M. Sickles.

— (New-York), 16 mars. — Il y a dans la prison de Baltimore quatre assassins dont l'exécution est fixée à après-demain, et il paraît que, dans cette ville, il existe un ancien usage qui consiste à revêtir d'un linceul les condamnés à mort qui vont subir la peine capitale. Ces quatre malheureux viennent d'adresser à M. Thomas Creamer, shériff de la cité, la requête suivante:

Prison de Baltimore, 12 mars 1859. Cher monsieur, nous prenons la liberté de vous présenter quelques observations relativement à notre exécution qui est fixée au 18 du courant. Nous sollicitons de vous une faveur, la seule que nous ayons à réclamer en ce monde, et vous ne nous la refuserez pas au nom de Dieu. Pour l'amour de lui, ne nous obligez pas à porter des linceuls en allant à l'échafaud. C'est une seconde mort que vous nous infligeriez et nous avons déjà bien assez de tribulations. En qualité de chrétien, vous devez compatir à notre sort. Nous vous promettons de mourir en hommes et en chrétiens. De vous seul dépend la faveur que nous demandons, et nous ne pensons pas que vous vouliez nous tromper dans nos espérances.

Vos infortunés compagnons mortels: Marion Cropps, Peter

CORRIE, Henry GAMBRILL, John H. CYPHUS.

Comme en effet il n'y a pas de loi qui prescrive de couvrir les condamnés d'un linceul, le shériff a favorablement accueilli la pétition des prisonniers; ils seront pendus dans leurs habits ordinaires.

Canada (Montréal, 15 mars). — Le 24 juin dernier, l'échafaud se dressait sur la place publique de Montréal pour deux assassins, Jean Desforges et la femme Crispin. L'un avait été l'instigateur, l'autre l'auteur d'un empoisonnement commis sur la personne de Mme Desforges dont l'existence gênait leurs relations criminelles et adul-

Mais Desforges avait laissé un frère qui, impliqué dans le procès, avait été absous par le jury, et la femme Cris-pin avait, avant de mourir, révélé l'existence d'une fille naturelle qui passait dans le public pour être sa nièce. Ces deux êtres que rapprochait la communauté de crime et d'expiation inhérente à leurs deux familles, se sont ma-3 010 ..... riés ensemble; et sans doute, qu'en outre ou à la place de la fidélité conjugale, ils se sont juré de tirer vengeanc de la condamnation à laquelle ils doivent en quelque sorte leur existence de parias dans la société canadienne.

Cette soif de vengeance les a conduits à un autre crime Par une sombre nuit de la semaine dernière, quatre individus, méconnaissables par leur étrange costume, ont forcé la porte d'une paisible maison de la paroisse Saint-Jérôme, dans laquelle couchait une femme avec quelques petits enfants. Cette femme a été la garde-malade de Mme Desforges, la victime empoisonnée, et le témoin principal de la procédure criminelle. Ces scélérats se sont M. Paquis répondait qu'en fait, il n'était pas possible à l'emparés de cette semme, l'ont arrachée de son lit et dé-

voiture découverte qu'ils avaient amenée avec eux. A six milles de distance, ils se sont arrêtés devant une grange abandonnée et ouverte à tous les vents. La malheureuse semme y a été transportée, et, après que ses bourreaux ont eu accompli sur elle les plus affreux outrages, ils lui ont mis un collier autour du cou et l'ont attachée à un piquet. Comme leur victime faisait de grands efforts pour leur résister et poussait des cris affreux, ils lui arraché la langue. Ce n'est que le lendemain matin qu'un fermier, en allant aux champs, a entendu des gémissements s'échapper de ce bâtiment abandonné, et qu'il a trouvé cette pauvre femme dans un état horrible et presque mou-

La justice a immédiatement informé, et elle a acquis la certitude que Desforges et sa femme figuraient parmi les quatre personnages qui ont accompli cet acte de sauvage barbarie. Ils out été arrêtés tous les deux, mais ils se ren'erment dans un système complet de dénégations et refusent dès lors de faire connaître leurs complices. Néanmoins, l'opinion publique, qui se trompe rarement, les désigne hautement, et affirme qu'on tinra par trouver des preuves. Voilà le troisième forfait qui a heu dans la paroisse de Saint-Jérôme depuis le supplice de Desforges, et qui s'y rattache. Cette lecalité acquiert ainsi une triste célébrité dans les annales du crime.

- PRUSSE (Elberfeld, dans la province du Rhin), 27 mars. — Dans l'après-midi d'hier, une maison de la rue Sainte-Ursule, de notre ville, a été le théâtre d'un double assassinat. Voici en quelles circonstances:

Le sieur X..., propriétaire, avait fait assigner devant le Tribunal de paix le tailleur T..., un de ses locataires, en paiement de loyers arriérés s'élevant à la mince somme de 24 thalers (89 fc.). T... n'ayant aucun prétexte, même spécieux, pour justifier son refus de paiement, fut condamné sur-le-champ à payer la somme réclamée avec tous les dépens.

Quelques heures après, il se présenta chez M. X..., qui se trouvait seul dans son cabinet, et lui dit d'un ton patelin : « Monsieur, je veux m'exécuter spontanément, e vous apporte votre argent, mais c'est tout en groschens (monnaie de cuivre, dont 30 composent un thaler). C'est égal, donnez toujours,» lui répondit le propriétaire. T... plaça sur la table un sac assez gros. M. X... l'ou-vrit, et pendant qu'il retirait les groschens et en formait des piles de 15 chacune, T... tira de dessous sa red ngo-te un couteau catalan et fit avec cette arme à M. X... deux profondes blessures à la gorge et une autre à la poitrine. La victime poussa des cris de douleur, sa femme accourut, et à peine eut-elle passé le seuil de la porte, que l'assassin lui enfonça son couteau dans le ventre; puis il reprit le sac et s'enfuit.

Grâce aux actives démarches faites immédiatement par le concierge, T..., quoiqu'il fût déjà parvenu à une grande distance de la maison, a été arrêté par deux agents de police; il s'était déjà débarrassé de son couteau catalan et de son sac de billon.

Le sieur X... et sa femme sont dans un état désespéré. Le meurtrier a fait au commissaire de police des aveux complets. Il sera jugé aux prochaines assises qui seront tenues à Coblentz.

#### SOCIETE GÉNÉRALE ANONYME DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

SOUSCRIPTION PUBLIQUE.

Cette société a été constituée par un acte passé devant Me Dufour et son collègue, notaires à Paris, le 28 décembre dernier.

Les statuts en ont été examinés par le Conseil-Une copie de ces statuts sera communiquée à cha-

que souscripteur, au moment de la souscription. CAPITAL SOCIAL: 60 millions, divisés en 120,000 actions de 500 fr. chacune.

PREMIÈRE EMISSION de 40 millions, représentés par 80,000 actions, sur lesquelles il devra être fait un premier versement de 125 fr. par action. La deuxième émission de 20 millions ne pourra

être faite qu'avec l'autorisation du Gouvernement. LA SOUSCRIPTION PUBLIQUE des 80,000 actions à émettre est ouverte chez MM. Donon Aubry

Gautier et Co, banquiers, 44, rue de la Victoire, les mercredi, jeudi, vendredi, samedi, lundi, 30 et 31 mars, 1er, 2 et 4 avril, de dix à trois heures.

Chaque demande doit être accompagnée d'un premier à-compte de 50 fr. par action.

LA RÉPARTITION DES ACTIONS entre les souscripteurs sera faite au marc le franc des souscriptions constatées au bordereau de souscription, sauf prélèvement des 4,300 actions nécessaires au cautionnement des administrateurs.

Cette répartition aura lieu dans les dix jours qui suivront la clôture de la souscription.

Pendant ce délai, les souscripteurs seront tenus de verser 75 fr., somme nécessaire pour compléter un à-compte de 125 fr. par action attribuée Au fur et à mesure de ces versements, se fera l'échange des récépissés de souscriptions contre des titres provisoires nominatifs extraits de registres à souche et portant libération de 125 fr. par action.

Toute souscription qui n'aurait pas été régularisée dans le délai ci-dessus indiqué sera nulle de plein

#### CHANGEMENT DE DOMICILE.

A partir du 15 avril 1859, l'étude de Me Dedreux, huissier, sise rue Fossés-Saint-Bernard, 4, sera transférée même rue, nº 24.

#### Bourse de Paris du 30 Mars 1859.

3 • 1• { Au comptant, Der c. 68 15.— Hausse » 05 c. Fin courant, — 68 15.— Hausse « 10 c. Au comptant, Derc. 95 60.— Hausse « 10 c. Fin courant, — 95 50.— Hausse « 10 c.

#### AU COMPTANT.

288	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	10	FUNDS DE LA VILLE,	ETC.	
e	4 0[0	Cost	it blig. dela Ville (Em-		
	4 1 <sub>1</sub> 2 0 <sub>1</sub> 0 de 1825 —		prunt 25 millions.		
3		en	prunt 25 millions.	-	
羉	4 1 <sub>1</sub> 2 0 <sub>1</sub> 0 de 1852 95		do do minimons.	1115	-
22	Actions de la Banque. 2880	-	— de 60 millions.	455	A SECTION ASSESSMENT
-	Crédit foncier de Fr. 635		Oblig. de la Seine	021	ON
9	Crédit mobilier 777		Coing. de la Bellie	221	
			1 de la politica de la constante de la constan	-	
1	Comptoir d'escompte. 665		Quatre canaux		-
9	FONDS ÉTRANGERS.		Canal de Bourgogne.	STATE OF THE PARTY OF	
	Piémont, 5 010 1856, 79	75	WALENDS STORY	975	-
S	0111 10110 00			is.	
9			Caisse Mirès		1000
	Esp. 300 Dette ext	-	Comptoir Bonnard.	NO	av
	- dito, Dette int	Sheepe 2	Immeubles Rivoli	56	
t		_	C- Ca D	95	-
	Name 2 0-0 Dim		Gaz, Ce Parisienne.	795	-
103	- Nouv. 3 010 Diff. 30	112	Omnibus de Paris	875	

Rome, 5 0 <sub>10</sub> 86 1 <sub>1</sub> 2 Naples (C. Rothsc.) —	C° imp. deVoit. de pl. Omnibus de Londres.			32 50 45 —
A TERME.	1er Cours.	Plus haut.	Plus bas.	Cours.
	67 95			

Orléans	1352 50	Ardennes et l'Oise	465 -
Nord (ancien)	930 -	- (nouveau)	470 -
- (nouveau)		Graissessac à Béziers.	185 -
Est	665 -		
Parisà Lyon et Médit.	842 50	- dito	
Midi			548 7
Ouest	566 25	Central-Suisse	
Lyon à Genève	527 50	Victor-Emmanuel	
Dauphiné		Chem. de fer russes.	

Le Théâtre impérial Italien donners, aujourd'hui jeudi. Il Trovatore, opéra en quatre actes de M. Verdi, chanté par M<sup>mes</sup> Penco, Nantier-Didiée, MM. Tamberlick, Corsi et Manfredi.

Le Théatre-Français donnera j'udi un spectacle extra-ordinaire. Les principaux artistes joueront le Malade imagi-naire et le Bourgeois gentilhomme, avec le concours de l'Opéra et du Conservatoire de musique. Toute la comédie paraîtra dans la cérémonie turque.

— Aujourd'hui, à l'O<sub>4</sub>éra-Comique, le Domino noir, opéra-comique en trois actes, paroles de M. Scribe, musique de M. Auber, joué par Jourdan, Ponchard, Nathan, Duvernoy, M<sup>mes</sup> Heurion, Casmir, Decroix et Révilly. Le speciacle commencera par Bonsoir, monsieur Pantalon, et on finira par les Rendez-vous bourgeois.

- Aujourd'hui, au Théâtre-Lyrique, 12º représentation de la Fée Carabosse, opéra-comique en trois actes avec prolo-gue. Mme Ugalde et M. Michot rempliront les principaux rôles. - Demain, 7º représentation de Faust, opéra en cinq actes.

- Le succès du Jeu de Sylvia grandit à chaque représentation. Cette charmante comédie, de M. Achaed, est admirablement jouée par Mmes Fargueil, Ulrie, MM. Lafontaine et Félix. Hier on a refusé, faute de place, une très grande quan-tité de personnes. Ce soir, la 5° représentation, précédée du Feu le capitaine Octave. On finira par les Comédiens de sa-

— Quatre amusantes pièces composent le spectacle du théatre des Variétés, en attendant Sylvain et le Capitaine Ché

- Bals masqués de l'Opéra. - Ce soir jeudi de la mi-carême, dernier bal masqué de la saison, le plus brillant et le plus animé. L'orchestre, sous la direction de Strauss, exé-cutera pour la première fois le quadrille d'Herculanum. Les portes ouvriront à minuit précis.

- Jeudi, mi-carême, de une heure et demie à quatre heures et demie du soir, bal d'enfants, paré et travesti, au Casino de la rue Cadet. — A huit heures du soir, jusqu'au jour, bal masqué, travesti et paré.

SPECTACLES DU 31 MARS.

Орека. — Le Bourgeois gentilhomme, Malade imagin Орека-Сомідик. — Le Domino noir, Bonsoir, M. Pantalo ITALIENS. - Il Trovatore.

THÉATRE-LYRIQUE. — La Fée Carabosse.

VAUDEVILLE. — Le Jeu de Sylvia, le Capitaine Octave.

VARIÉTES. — C'est l'amour, l'amour, le Bénéficiaire.

VARIETES. — C'est l'amour, l'amour, le Bénéficiaire.
GYNNASR. — Un Beau Mariage.
PALAIS-ROYAL. — Ma Nièce et mon Ours, l'Amour.
PORTE-SAINT-MARTIN. — L'Outrage.
ANBIGO. — Le Maître d'Ecole.
GAITÉ. — Le Courrier de Lyon.
CIRQUE IMPÉRIAL. — Les Ducs de Normandie.
FOLIES. — Les Enfants du travail, Bloqué.
FOLIES-NOUVELLES. — Le Jugement de Pâris.
BOUFFES-PARISIENS. — Orphée aux Enfers.
DÉLASSEMENTS. — Allez yous asseoir, la Largents. Délassements. — Allez vous asseoir, la Lorgnette.

Ventes immobilières

ADDIENCE DES CRIÈES

#### PROPRIÉTÉ A MONTROUGE Etude de Br VIGIER, avoné à Paris,

quai Voltaire, 17. Vente sur surenchère du sixième, au Palais-de Justice, à Paris, le 14 avril 1859, deux heures de

relevée, D'une PROPHISTÉ à usage d'entrepôt sise à Montrouge, près Paris, route d'Orléans, 125. Mise à prix: 68,309 fr.

S'adresser pour les renseignements:

1º A ME VIGIEU, avoue poursuivant la vente;
2º à Mº Bricon, avoue présent à la vente, demeurant à Paris, rue de Rivoli, 122; 3º à Mº Mouiflefarine, avoné présent à la vente, demeurant à Paris, rue du Sentier, 8; 4° et à Me Cottreau, avoné présent à la vente, demeurant à Paris, rue Gail-(9226)

CHAMBRES ET ETUDES DE NOTAIRES.

#### MAISONS ET TERRAINS MONTROUGE. Ende de Mª MOUSLLEFARINE, avoué à

Paris, rue du Senner, 8. Adjudication, le dimanche 10 avril 1859, heure de midi, en l'étude et par le ministère de M' DU-PONT, notaire à Archeil, route d'Orléans, 22, 1º De dix MAISONS pouvant servir d'habitations hourgeoises, avec jardins: superficie de 200

à 300 metres,

Sur la mise à prix de 1,000 fr. chacune.

2º D'one MEARSON de produit,
Sur la mise à prix de 4,000 fr.

3º Et divers lots de TERESTARNS propres à Latir, d'une contenance d'environ 150 à 200 mèt.

Le tout situé à Montrouge, boulevard intérieur des fortifications et à l'angle du pavé de la Voie CHEMINS DE FER DES ARDENNES LES DENT D'ANT D'ENTENDES, prolongement de la rue de la Tombe-Issoi- CHEMINS DE FER DES ARDENNES rapport avec les dents de faïence qu'on vend ordides fortifications et à l'angle du pavé de la Voie re, près la route d'Orléans.

S'adresser pour les renseignements : 1° Audit M° DUPONT, dépositaire du cahier

2º Audit M. MOUSELEFARINE, avoué

3º Et pour visiter la propriété, au concierge de la maison route d'Orléans, 125 (Entrepôt). (9225)

Ventes mobilières.

#### FONDS DE LIMONADIER

A vendre sux enchères après faillite, en l'étude de M' COUROT, notaire à Paris, le jeudi 7 avril

Un FONDS de commerce de MARCHAND LIHONADIESE exploité à Paris, rue Saint-Martin, 325, ensemble l'achalandage et le matériel en dépendant, et le droit au bail authentique

des lieux où s'exploite ledit fonds.

Mise à prix: 3,000 fr.

S'adresser à M° COUROT, notaire à Paris, ue de Céry, 5; Et à M. Gillet, syndic, rue Neuve Saint-Augus-

### FONDS DE MARCHAND-TAILLEUR

exploité à Paris, rue Saint-Marc, 14, à vendre après faillite, par adjudication, en l'étude et par le ministère de M' FABRE, notaire à Paris, que Thévenot, 14, le samedi 2 avril 1859, midi. Mise à prix, outre les charges, 2,000 francs, et

même à tout prix. S'adresser audit M. FARRE. COMPAGNIE DES

MM. les actionnaires de la Compagnie des chemins de fer des Ardennes sont préticle 43 des statuts, est convoquée pour le mardi 26 avril 1859, à onze heures, rue de la Victoire, 48, salle Herz. 48, salle Herz.

MM. les actionnaires porteurs de vingt actions an moins, soit en titres au porieur, soit en certificats d'actions nominatives, soit comme fondés de pouvoirs, qui désireront assister à cette assemblée générale, devront déposer leurs titres au portenr, ou leurs procurations, ou présenter leurs certifi-cats d'actions nominatives avant le 11 avril prochain, de onze heures à trois heures, tous les jours, dimanches et fêtes exceptés, au siège de l'administration, rue de Provence, 68.

Il leur sera remis une carte d'admission. Cette oarte est nominative et personnelle.

Des modètes de pouvoirs sont délivrés au siége le la Compagnie.

### CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Le conseil d'administration a l'honneur de pré venir MM. les actionnaires que le coupon du 1er avril 1859 (durdende de l'exercice 185%), fixé par l'assemblée genérale à 15 fr. 50 par action, sera payé, à dater du 1er avril, à la caisse de la com-pagnie, rue Saint-Lazare, 124 (bureau des titres), de dix heures du matin à trois heures de l'après-

Ce paiement, pour les actions au porteur, aura ieu sous la déduction de l'impôt établi par la lei du 23 juin 1857, ce qui le réduira à 15 fr. 05 par

Les actions nominatives n'étant pas soumises à l'impôt, le dividende afférent à ces titres sera payé intégralement. (1158) integralement.

VINAGRE DE TOILETTE COSMACETI supérieur par son parfum et ses propriétés lénities et rafraîchissantes. Rue Vivienne, 55, à Paris.

LES DENTS et DENTIERS FATTET, dentiste, rue St Honoré, 285, n'ont aucun nairement 4 et 5 fr. et qu'on ne peut maintenir dans la bouche qu'à l'aide de crochets et de pla-

AVIS.

Les Annonces, Réclames indus trielles ou autres sont reçues au ba rean da Journal.

# LE CODE NAPOLÉON

D'APRÈS LES DOCTRINES GÉNÉRALEMENT ADOPTÉES A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS.

Par J.-J. DELSOL, avocat à la Cour impériale de Paris, docteur en droit.

3 VOLUMES IN-So. - PRIX: 22 FR. Chez A. DURAND, libraire, rue des Grès, 7, à Paris.

MENTION HONORABLE EXPOSITION UNIVERSELLE.

Place Cadet, 31. à Paris

ÉTABLISSEMENT DE PARIS.

Portraits, Groupes de famille au stéréoscope, Reproduction de tableaux, sculptures, gravures, bronzes, objets d'art, etc. — Médaillons, Broches, Imitation de miniature. Magnifique fond de salon avec meubles pour les personnes qui désirent donner à leurs portraits une illusion complète.

Réalisation du problème : FAIRE MIEUX ET A MOINDRE PRIX

Sociétés commerciales. — Faillites. — Publications légales.

Cabinet de Me DECAIX, avocat, rue Monsieur-le-Prince, 26, à Paris. Monsieur-le-Prince, 26, à Paris.
Les créanciers du sieur Nicolas PICHAT, aucien négociant, décédé à Paris le 29 janvier 1845, houlevard Beaumarchais, 65, qui n'ont pas encore déposé leurs ît res de créances contre ce d'ernier entre les mains dudit sieur Decaux, administrateur provisoire de cette succession, sant invités de nouveau à le faire d'ici au 8 avril prochain, leur déclarant que, faule par eux de les produire et de justifier de leurs qualités dans le susdit délai, da ne participerent pas à la dernière distribution des deniers encaissés par lui, lesquels serond distribué sux créanciers qui se sent fait connaître jusse sent fail connaître jus-DECAIX.

Venten mobilieres.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

Le 31 mars.

Le 31 mars.

En Phôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Consistant en :
(A779) Bureau-ministre. casiers, armoire, buffet, fautenils, etc.
Rue du Ruisson-Saint-Louis, 7.
(A780) Bureau, aymoire, commode, glace, calorifères, peèles, etc.
Le 4er avril.

En Phôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.
(A781) Divers comptoirs, rayons, glaces, armoire, commo de, etc.

seurs, rue Bossin, 6.
(4781) Divers comploirs, rayons, glaces, armoire, commode, etc.
(4782) Tolles, calicol, colon, flanelle, coutil, foulards, comploirs, etc.
(4783) T. liette, fauteuits, gueridon, armoire, tapis, tableaux, etc.
(4784) Comptoir, bocaux, liqueurs, chocolat, balances, meubles
(4788) Bureau, commode, table, divan, rideaux, pendules, etc.
Rue du Faubourg-'oissonnière, 14.
(4786) Tables, buffet, glaces, pendule, fauteuits, chaises, etc.
Rue du Faubourg-Saint-Honoré, 489.
(4787) Commode, tollette, tapis, fauteuits, riueaux, lables, buffet, etc.
A La Vilette,
rue d'Allemagne, 119.
(4788) Bureau, caisse en fer, manége et ses accessoires, etc.
Même commune,
sur la place publique.
(4778) Grande armoire, commode, rideaux, 40 volumes, pendules, etc.
Le 3 avril.
Commune de Belleville,
rue Saint-Laurent, impasse de l'Est.
(4789) Tables, buffels, guéridon, ridaux, fauteuits, chaises, etc.

La publication légale des actes d La publication regarder des aces de société est obligatoire, pour l'année mit huit cent cinquante-neuf, dans trois des quatre journaux suivants : le moniteur universel, la Gazette des Tribandex, le broit, et le Journal general d'ajuct e. dit retites Afliches,

SOCIETY ES

Cabinet de M. L. BECHET, rue de Buci, 4.

Suivant acte sons signatures privets, en date à Paris du vingt-frois mars mil huit cent cir qua de-neuf, enregistré au it leu le même jour, folto 470, nect case 7, par Pommey, qui a priga cinq francs cinquante ventimes, M. Jean-Baptiste-Eduuard EAMY, la vetier, demeurant à Paris, rue Saint-Detis, 356, d'une part, et M. Alexandre SALLES, la vener, demeurant à Paris, rue Saint-Denis,

Suivant acte reçu par M\* Emile Jozon et son collègue, notaires à Paris, le dix-neuf mars mil huit cent cinquanle-neuf, enregistré, M. Pierre-Léon FRANDU, propriètaire, demeurant à Paris, rue du Château-d'Eau, él, et M. Louis ROU-RILLON, ouvrier bijoutier, demeurant à Paris, rue du Temple, 35, ont formé entre cux une société en nom collectif. Il a été stipulé notamment ce qui suit : L'objet de la société est la fabrication et la vente des bijoux en or. La société est formée pour cinq ans et neuf mois, qui commenceront à courir le premier avril mil huit cent cinquante-neuf, et finiront le premier janvier mil huit cent soixante-cinq. Le siège de la société est à Paris; il est actuellement fixé rue du Temple, 83. La raison et la signature sociales seront FRANDU et BOURILLON, Chacun des associés aura la signature sociale, mais il ne pourra en faire nasge que pour les affaires de la société; néanmoins, fous billes et effeis de commerce souscrits par les société se nont signés par les deux associés. M. Frandu sera chargé exclusivement de la partic commerciale de la société; il fera les achats, les venles, réglera les comptes. La caisse, les livres, la correspondance et gén-ralement toutes les écritor-s, seront tenus par M. Frandu. M. Rour llon aura à s'occuper exclusivement de la fabrication, du travail de l'afelier et de la surveillance des ouvriers et apprencis. Les bénéfices de la societte and de la fabrication, du travail de l'afelier et de la surveillance des ouvriers et apprencis. Les bénéfices de la societte apprencie. de la surveillance des ouvriers et apprentis. Les bénéfices de la so-ciété appartendront à MM. Frandu et Bourillon par moilé; ils sup-porteront également les pertes par mo. tié. En cas de dissolution de la seciété aux l'expiration du terma mo. He. En cas de dissolution de l'eme fixè pour sa durée, les parties s'en-lendront à l'amiable pour la li-quidation. Arrivant le décès de l'un des associés, la société continuera entre le survivant et la veuve et les hérifiers du prédicédé jusqu'au premier janvier mil huit cent soi-vante, que passe cas la direcpremier janvier mil huit cent soi-xante-cinq. Dans ce cas, la direc-lion de la société practiondra ex-clusivement au survivant, qui sera chargé en même temps de la labri-cation et de la partie commerciale, et aura seul la signature soc ale. I cas de décès de l'un ou de l'au-dre associés, ne laissant que des s, c'est-à-dire après le dé-cès de son épouse, la société sera dissoute.

dissoute.

Pour faire publier, tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un ex-

Signé : Jozon.

356, d'autre part, ont formé entre leux une société en nom collectif pour le commerce de layetier-coffre-ter-embileur, souls air aison LAMY et SALLES. La société sera administrée par les deux associés; cha-cun d'eux aura la signature sociale et en fera usage seulement pour less actes et besoins de la société. La durée de la société sera administrée par les deux associés; cha-cun d'eux aura la signature sociale et en fera usage seulement pour less actes et besoins de la société. La durée de la société sera administrée par les deux associés; cha-cun d'eux fait signature sociale et en fera usage seulement pour les associés et besoins de la société. La durée de la société sera administrée par les deux associés; cha-cun d'eux fait signature sociale et en fera usage seulement pour les assemblées actes et besoins de la société. La durée de la société sera durin l'autre de la société set de l'autre de l'autr

unit cent cinquante-ncut, et que M... Prieur neveu est seul chargé de la quidation de la société, avec le pouvoirs les plus étendus.

Pour extrait:

L. PRIEUR neveu. Suivant acle sous signatures privées, fait triple le vingt mars mi huit cent cinquante-neuf, entre M Louis-Désiré GUERIN-RAITIERE, né gociant distillateur; M. Eugène-Thomas ANDROT, commis distillateur, et M. Eugène-Vital SORIN voyageur de commerce, demeurant voyagenr de commerce, demeurant tous trois à Montrendi-sous-bols, rue du Pré, M. Androl, nº 9, et les deux autres, n° 26; il a été formé entre eux une société en nom collectif pour l'exploitation du fonds de commerce de distitution et de vente d'eaux-de-vie, vins et liqueurs que M. Guérin fait valoir à Montreuil sous-bois, rue du Pré, 9 et 26. Cette société est faite pour quinze années, à partir du premier juin mil huit cent cinquante-neuf, sous la raison sociale GUEMIN-RAITIERE, ANDROT jeune et SORIN. Le siège social est à Montreuil-sous-Bois, rue du Pré, 26, et la signature sociale du Pré, 26, et la signature social appartient à M. Guérin-Raitière seu appartient à M. Guérin-Raillere seur, qui ne pourrer s'en servir que pour les besoins de la société, à peine de nultié, même à l'égard des tiers, des engagements pris au mépris de cette prohibition,

GUÉRIN-RAITIÈRE.

F. ANDOT

D'un acte passé devant M° Gérin et son collègue, notaires à Paris, le dix-neuf mars mil huit cent cinquante-neuf, enregistré, intervenu entre : 4° la mandataire de M. Alfred CHEVRIER, commis de commerce, demeurant à lours, rue de la Préfecture, 16, 2° et M. Pierre-Isidore MANOURY, employé aux écritures, demeurant à l'aris, rue des Vieux-Augustins, 48, il appert que ledit sieur Alfred Chevrier a été nommé seul liquidaleur de la société de fait ayant existé entre lui el dedit sieur Manoury, connue sous le nom de Alfred CHEVRIER et Compagnie, dont le siège était à Paris, rue des Vieux-Augustins, 18, et ce en remplacement de M. Anne-Augustin VENANT, avocat, ancien agréé, demeurant à Paris, rue des Jeuneurs, 21, qui avait été nommé a rette fonction par jugement du Tribunal de commerce de la Seine du sept octobre mil huit cent einquante-hait, qui a déclaré nulle ladite société, pour inobservation des formalités prescrites. Lequel sieur Venant est intervenu en l'acte

Mars 1859. Fo

Suivant acte s. s. privés, fait tri de à Paris de 28 mars 1859, enre listré, entre : 1° M. Jules PION ° M. Benoît-Médard-Louis CARPEN ormé une société en nom concon l'égard de MM. Pion et Carpen i.r. a l'égard de MM. Pion et Carpen i.r., et en commandité seulement pour la 3me personne, ayant pour but la commission, l'apprêt et le commerce en gros des tultes et dentelles à la mécanique. Le siège de la société est établi a Calais, rue des Maréchaux, 188, avec dépôt à Paris, rue de Mulhouse, 13. Sa durée est fivéa à 10 ans, commencés le 17 février 1859, sauf les cas de dissolution prévus audit nete. La raison et la signature sociales sont : PION CARPENTIER et CF. Cette signature appartient à MM. Pion et Carpentier seuls, chaeun séparément et individuellement, mais pour n'en user que pour les besoins et affaires sociaux, et tous les actiats devant être faris au comptant, il leur est formellement imerdit de créer aucun bilet, lettre de change ou engagement d'une nature quelconque, ans exception, le tout à peine de nuillie même vis-à-vis des tiers. Seuls aussi ils ont chaeun séparément le droit de gérer et d'administrer; et l'apport du commanditaire est de 200,000 fr., représentés par les diverses valeurs énumérées audit acte. Pour extrait:

(1654) Signé Pion et Carpentier.

Etude de Mª Léon RETY, avoué à Paris, rue des Lavandières-Ste-Opportune, 40, successeur de Ma Jacquin.

Jacquin.

D'une or lonnance de référé rendue par M. le président du Tribunal civil de la Seine le vingledeux mars mil hoit cent cinquante-neuf, enregistre et signifiée, il appert que les pouvoirs conférés à M. MAUGER, comme administrateur provisoire de la société PriVAT et cie, ayant pour objet les fournitures à la compagnie du chemin de fer de l'Est des chevaux équipés et harnaches affectés au servic, du camionnage des marchandess à pe-fi e vitesse, de la gare de La Villette, dans Paris et la banleue, cessent du jour de ladite ordonnance. Pour extrait : (1635)

Signé L. RÉTY. ERRATUM

Jugements du 29 MARS 1859, qui téclarent la failitée ouverte et en trent provisoirement l'ouverture au-

Du sieur THIÉBAUT (Félix-Casi-mir), md de vins, rue du Faubourg-du-Temple, 401; nomme M. Gabriel Allain juge-commissaire, et M. Bat-tarel, rue de Bondy, 7, syndie pro-visoire (N° 45845 du gr.);

Du sieur LEDREUX (Eugène), fab. d'objets de saintelé, rue Française, 14; nomme M Durand juge-comissaire, et M. Isbert, faubourg Montmartre, 54, syndie provisoire N° 15846 du gr.);

(N° 45846 du gr.);

De la société CORDIER et ARCHAM-BAULT, limonadiers, rue de Rivoli, 12, composée de: 4° Thomas-Athanase Cordier; 2° Rose-Adélaïde Dessaché, v.uve du sieur Gordier; 3° Eugène Archambault, au siège social; nomme M. Lebaigue jugecommissaire, et M. Sautlon, rue Pigalle, 7, syndie provisoire (N° 45847 du gr.); Bu sieur BOUCHER (Louis), entr.

de menuiserie, à Balignolles, rue ste-Elisabeth, 20; nomme M. Lebai-gue juge-commissaire, et M. Breui-lard, place B éda, 8, syndic provi-soire (N° 45848 dn gr.);

Joire (N° 15348 du gr.);
Du sieur MOULY (Marcelin), md de cuirs, rue Mauconseil, 45; nomme M. Lefébure juye-commissaire, et M. Tride, rue Saint-Honoré, 217, syndic provisoire (N° 15849 du gr.); Du sieur BECK, fabr. de caout-chouc, passage Saint-Sébastien, 9; nomme M. Gabriel Allain j.ge-com-missaire, et M. Quatremère, quai des Grands-Augustins, 55, syndic provisoire (N° 45850 du gr.). CONVOCATIONS DE CREANCIERS

Sent invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des as-semblées des faillites, MM. les eréan-

NOMINATIONS DE SYNDICS. Du sieur MERCIER (Louis-Léo-old), fab. d'articles de voyage, rue Grange-aux-Belles, 39, le 6 avril, à beures (N° 45784 du gr.); Du sieur MOULY (Marcelin), md le cuits, rue Mautonseil, 48, le 6 avril, à 9 heures (N° 15849 du gr.);

Du sieur DINVILLE (Eugène), for-pier, rue Athouy, 2, le 5 avril, à 42 eures (N° 45840 du gr.); Du sieur PASQUIER (Henry-Al-red), md épicier, passage Tivoli, 5, 2 4 avril, à 40 heures 412 (N° 45826

Insertion de société Victor GRAND du gr. ).
et Cie, du trente mars mil huit cent cinquante-neuf, Ne 1625, au dieu de :
quelle M. le juge-commissaire doit les

érification et alguments réances.

Nota il est nécessaire que les réanciers convoqués pour les vérification et affirmation de leurs réances remettent préalablement eurs titres à MM. les syndics.

CONCORDATS.

Du sieur GERENTET (Emile), li nonadier tenant café-concert, bou evard du Nord, près la barrièr oissonnière, le 5 avril, à 42 heure N° 45686 du gr.);

Du sieur CAPON (Joseph), md de Du sieur CAPON (Joseph), md de chaux hydraulique et de ciment romain à Charonne, boulevard Fontarabie, 64, le 5 avril, à 12 heures (N° 15665 du gr.);

De la société LEGRAND et C'e, établie pour l'exploitation du restaurant et de l'hôtel meublé connus sous le nom de grand Restaurant de Paris à Assières quei de Seine av

Paris, à Asnières, quai de Seine, 21 bis, composée de Georges-Denis dit Legrand et d'un commanditaire, le 5 avril, à 9 heures (N° 44430 du gr.) Du sieur FRIANT (Joseph), md de vins-traiteur à La Villette, passage Sauvage, 12, le 4 avril, à 2 heures (No 15518 du gr.);

Du sieur DEVAQUET (Jean), fabr. de pianos, rue de Bondy, 36, le 6 avril, à 9 heures (N° 15594 du gr.). Pour encenare le rapport des syn lics sur l'état de la faillite et délibé ties sur l'état de la faithte et aenve-rer sur la formation du concordat, on, l'il y a lleu, s'entendre déclarer en stat d'union, et, dans ce dernier cas, être immediatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des condict.

nordics.

Nota, il ne sera admis que les préanciers vérillés et affirmés ou que les eront fait relever de la déchéance.

Les créanciers peuvent prendre au greffe communication du rapport des syndies et du projet de concordat.

Du sieur BAFFERT Charles-Fran-cois-Clément, menuisier en voitu-res à Batignolles, rue du Havre, 6, ayant ses ateliers à Paris, rue du Rocher, 40, le 5 avril, à 42 heures (N° 15691 du gr.).

Pour reprendre la delibération ou-verte sur le concordat propose par le failli, l'admetire, s'il y a lieu, ou pas-ser à la formation de l'union, et, dans ce cas, domer leur avis sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

Nota. Il ne sera admis que les 23 fr 25 c. p. 400, unique répar qui se seront fait relever de la dé-chéance.

Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffe communication du rapport des syndics. PRODUCTION DE TITRES.

blées subséquentes.

AFFIRMATIONS.

Du sieur VANSTEÈNE (Charles-Henri), confiseur à Batignolles, rue du Garde, 25, le 4 avril, à 2 heures (N° 15720 du gr.);

Du sieur TRENET (Eugène-Jeangros et en détail, à Batignolles, rue de l'Eglise, 8, le 6 avril, à 9 heures (N° 15790 du gr.);

De la dame veuve LARDELLER, (née Anne V-lliot, lenant estaminet et maison meublée à Vincennes, rue de Paris, 82, le 5 avril, à 42 heures (N° 15697 du gr.);

Du sieur ERNST (Ferdinand), limonadier, rue du Temple, 46, le 6 avril, à 42 heures (N° 15697 du gr.);

Du sieur ERNST (Ferdinand), limonadier, rue du Temple, 46, le 6 avril, à 42 heures (N° 15697 du gr.);

Pour être procède, sous te prese dence et M. le juge-commissaire, aux verification et affirmation de teurs créances.

Nota. Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécification et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécifications et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécifications et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécifications et affirmation de leurs créanciers convoqués pour les vécificatio rue de Grétry, 2, syndic de la faillite N° 15349 du gr.).

Pour, en conformité de l'article 492 de la loi du 23 mai 831, être procédé à la vérification des créances, qui commencera immédiatement aprês l'expiratio : e ce délai.

REDDITIONS DE COMPTES.

REDDITIONS DE COMPTES.

Messieurs les créanciers composant l'union de la faillite du sieur MOREL (Octave-Léopold), anc. nég. en café, chicorée et chocolat, rue Grange-aux-Belles, 26, sont invités à se rendre le 4 avril, à 4 heure précise, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour, conformément à l'article 537 du Code de commerce, entendre le compte définitif qui sera rendu par les syndics, le débatre, le clore et l'arrêter; leur donner décharge de leurs fonctions et donner leur avis sur l'excusabilité du failli.

Nora. Les créanciers et le faillipeuvent prendre au greffe communication des compte et rapport des syndics (N° 44791 du gr.).

Messieurs les créanciers compo-

syndics (N° 44791 du gr.).

Messieurs les créanciers composant l'union de la faillite de la DisCANDAS (Aline), bijoutière, boulevard Sébastopol, n. 2, sont invités à se rendre le 4 avril prochain, à 9 heures 1/2 précises, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour, conformément à l'article 537 du Code de commerce, entendre le compte définitif qui sera rendu par les syndics, le débattre, le clore et l'arrêter; leur donner décharge de leurs fonctions et donner leur avis sur l'excusabilité du failit.

Nota. Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffe communication des compte et rapport des syndics (N° 44338 du gr.). syndics (Nº 14338 du gr.).

REPARTITION

Messieurs les créanciers vérifiés et affirmés du sieur NAUDET (Adolphe), marchand peaussier, rue Montmorency, 50, peuvent se presenter chez M.: Bourbon, syndic, rue Richer, 39, pour toucher un dividende de 30 p. 400, première réparlition )N° 14932 du gr.).

Messieurs les créanciers vérifiés et affirmés de la demoiselle HUMBERT Cécile), lenant hôtel garni à La Chapelle, boulevard de La Chapelle, boulevard de La Chapelle, 44, peuvent se présenter plus de la Chapelle, avidio, rue St. Jonoré, 217, pour toucher un Juvidende de

Messieurs les créanciers/rifi affirmés du sieur DUR ANTON, l Baptiste), nég. en broderie, Gcoffroy-Marie, 9, peuveut se senter chez M. Chevattier, sy rue Bercin-Poirée, 9, pour lou un dividende de 4 fr 37 cp, unique répartition (N° 4944 gr.).

Messieurs les créanciers veille et affirmés du sieur REGAUDIA (Claude-Marier, md d'habis, neu Précole-de-Médiecine, 91, peuvent présenter chez M. Chevallier, 51 dic, rue Bertin-Poirée, 9, pour le cher un dividende de 23 fr. 55 c. 400, unique répartition (N° 44852 de r.)

CLOTURE DES OPÉRATIONS N. B. Un mois après la date de ca ugements, chaque créancier resid luns l'exercice de ses droits controls

Du 29 mars. Du sieur PROT, anc. restauraleur, rue Montorgueil, 52 (N° 45825 du Du sieur TROTTIER (Léon), and pâlissier, rue de Rivoli, 470 N° (388).

Du sieur THIELLE, rue Marlel, ASSEMBLÉES DU 31 MARS 1859. EUF HEURES : Cozzi, and de tres

fant de commerce, 100. de épurateur, id. — Juleau, quin-lier, id. — Cousin, entr. de men serie, id. — Dame Amal, mét dentelles, vérif. — Deslande Gourlot, limonadiers, cond.— le venet, fabr. d'étain, reudition comple. DIX HEURES: Garlenc, limonad DIX HEURES: Gariene, has affirm, après cons.

2018 HEURES 142: Solaire, enlisconstructions, clol.—humaire, de bois, id.—Bauer, tailleur, id.

2019 HEURES 142: Solaire, enlisconstructions, clol.—humaire, de bois, id.—Bauer, tailleur, id.

2019 HEURES: Gariene, and the construction of th

Décès et Inhumation

Du 28 mars 4859. — Mne 28
57 ans, rue Caumartin, 63—10 fochau, 72 ans, rue 54 hono — M. Deleu, 7 ans, rue 9 fearlar Rousseau, 44. — M. Clark, 2 boulevard Bonne-Nouvelle, 8 Offroy, 28 ans, rue du Faubo, Martiu, 237. — M. Legris, 47 at de Nenauurs, 22. — M. Fauda ans, rue du Temple, 439. — roi, 43 ans, rue de Saintons, 10 fearlagh and 42.—Mme veuve Morei, ea ce Royale, 3.—Mme Vilea quai des Ormes, 58.—M ans, rue de l'École-de aéd — M. Houpin, 20 ° 18, rue rard, 63.—Ml/ péquigno rue Moullet ard, 224.— ans. "ue du Pot-de-Fer, 20.

Enregistré à Paris, le Recu doux francs vingt coutimes. IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS. 48. Certifié l'insertion sous le

Pour légalisation de la Signature A. Guror. Le maire du 1er arrondissement.